front
libertaire
des luttes de classes

edite par l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste

contre la crise

preparons l'offensive

Numéro 31 · fevrier 1974 2,00 fr.

FAIRE LA VERITE SUR LES REVOLUTIONNAIRES ESPAGNOLS

SAUVER NOS CAMARADES DU MIL !

Le verdict du 1er procès des membres de l'ex-Mouvement Ibérique de Libération est tombé, comme il fallait s'y attendre il est tres lourd. Le sinistre Conseil de Guerre de Barcelone a prononcé les peines suivantes

- Salvador Puig Antich : la peine de mort
- José Luis Llobet : 30 ans de prison
- Maria Angustia Fernandez Mateos (agée de 17 ans), 5 ans de prison.

L'état d'esprit du gouvernement espagnol ces jours-ci ne nous laisse guère d'espoir sur le sort de ces camarades et le silence qui règne autour de cette affaire est proprement scandaleux.

Le 16 septembre dernier, après une expropriation à main armée à Bellver de Cerdanya, José Luis Llobet, étudiant et Oriol Sole Sugranyes 25 ans, typographe se sont fait prendre après une fusillade avec la garde civile, au moment de franchir la frontière française.

La police française a d'ailleurs collaboré à ces recherches à l'aide de barrages, d'hélicoptères, etc ...La police espagnole a réussi ensuite à trouver Maria Angustia Fernandez Mateos, lycéenne, réfugiée dans la famille de J.L. Llobet à Barcelone.

La police fit usage de ses méthodes terroristes habituelles menaçant de ses armes toute la famille au cours de l'arrestation.

Deux jours plus tard, la police surprend d'autres militants de l'ex Mil. Une fusillade éclate au cours de laquelle, en tentant de s'échapper Salvador Puig Antich, déjà recherché pour ses activités politiques, blesse mortellement un policier et est lui même blessé.

L'autopsie du corps du policier révèlera que deux au moins des cinq balles qui l'ont frappé provenaient d'armes d'autres policiers.

D'autres militants de l'ex MIL seront arrêtés dans les jours suivants. La police qui les impliquera dans quinze attaques de banques à main armée les présente comme une « dangereuse bande de gangsters » mais elle multiplie les arrestations dont le caractère politique est manifeste. De plus le policier décédé est membre de la célèbre Brigade Politico Sociale chargée de la répression en Espagne.

Les militants de l'ex MIL s'étaient constitués en groupes autonomes d'appui aux luttes des tendances les plus radicales du mouvement ouvrier. Leur but n'était pas de diriger les luttes ouvrières mais de répondre à leurs besoins d'aide matérielle, d'agitation, de propagande (éditions de brochures, solidarité financière avec les grèves). Les attaques de banques étaient accompagnées de lâchers de tracts.

Dans un pays et sous un régime qui réprime sauvagement la moindre lutte prolétarienne, où l'on risque des années de prison pour dire ce que l'on pense ou pour éditer des textes qui circulent librement même en France, qui entretient un climat de terreur et de délation et qui n'hésite pas lui-même à condamner un opposant à mort en invoquant au tribunal le concept de «guerre civile continue», les révolutionnaires qui luttent pour l'émancipation de leur classe n'ont pas le choix des moyens.

Il convient d'insister sur le caractère politique de l'ex-MIL car le gouvernement franquiste, suivi en cela par beaucoup de prétendus révolutionnaires que le radicalisme dérange, tente d'en faire des gangsters, c'est-à-dire de simples «droits communs». C'est néanmoins un tribunal militaire qui doit statuer sur leur sort. Un tribunal d'exception dont les sentences sont exécutoires dans les 24 heures.

Avant que les informations en provenance d'Espagne ne soient bloquées à la suite de l'attentat de l'E.T.A., nous avions appris que de très nombreux tracts et pétitions circulaient dans les usines et ateliers de Catalogne, démontrant que le mouvement ouvrier considère cette affaire comme extrêmement importante.

La réunion de l'Assemblée de Catalogne qui entraîna l'arrestation de 113 de ses membres comportait à son ordre du jour la solidarité aux emprisonnés de l'ex-MIL.

Dans de nombreux pays d'Europe, des comités de soutien aux révolutionnaires espagnols se sont constitués, et partout ils rencontrent les mêmes difficultés.

En France, de très nombreux tracts ont été diffusés et des affiches collées. Des membres du comité ont fait le siège de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche pour un maigre résultat : deux ou trois communiqués dans la presse.

Suite en dernière page

editoria

«La crise pétrolière» engagée par les Etats-majors des multinationales pétrolières, n'est que l'arbre qui cache la forêt de la crise économique mondiale.

Cette crise est le terrain de bataille entre les impérialismes ; bataille dont l'enjeu est, à moyen terme, le renforcement de la concentration économique et la monopolisation entre les mains de quelqu grands trusts. Cette «transformation» (qui n'est, en fait, que l'évolution logique du système capitaliste : La Concentration Universelle), passe nécessairement par l'élimination des velléités impérialistes d'autres industries, comme les européennes par exemple.

Et en Europe, qui compte tout de même un sérieux retard, cette concentration, comme son nom l'indique, passe par l'élimination des séquelles « nationales » de l'industrie : l'heure est aujourd'hui aux multinationales.

L'ennui c'est que l'impérialisme américain a les moyens de faire plier et de casser les industries soit-disant concurrentielles d'Europe. La main-mise américaine sur l'énergie et les matières premières est capable de briser la pseudo unité européenne.

De fait, la main-mise des multinationales à capitaux américains leur donne un contrôle indirect sur l'ensemble de l'économie occidentale

PAR QUOI CELA VA-T-IL SE TRADUIRE ?

Ca a déjà commencé ! La pression impérialiste est à l'origine des méventes de l'industrie européenne, et de la hausse des prix des matières premières.

Cette industrie européenne, pour subsister, va donc faire porter le plus gros de son effort financier sur le marché intérieur et sur la classe ouvrière.

D'où la hausse des prix qu'on essaie désespérément de limiter par la taxation des marchandises de première nécessité (mais la petite bourgeoisie, comme la grosse n'aime pas qu'on s'attaque à ses marges bénéficiaires), les fermetures temporaires ou définitives d'usines, les licenciements.

De plus, pour être concurrentielle, l'industrie européenne doit faire le poids. Or, pour faire le poids, il faut qu'elle se regroupe, donc qu'elle se concentre. Ce qui signifie inévitablement : fermetures de secteurs jugés non-rentables (comme à Lip) et accroissement de la productivité des autres secteurs.

Sur le plan social, cela provoque évidemment un mécontentement certain (la «grogne» comme dit Pompidou), ils ne vont tout de même pas s'imaginer qu'on va se laisser faire sans rien dire !

Or ; la réussite d'un tel objectif, nécessite une main-d'oeuvre (c'est nous) docile (c'est pas nous) qui renierait ses intérêts propres au profit des intérêtes capitalistes.

Manque de bol, la lutte de clas-

Manque de bol, la lutte de classes est une réalité, et les patrons le savent bien.

Donc, pour eux, nécessité d'une planification plus rigoureuse, (et donc élimination des « rétifs ») et « paix sociale » absolue. Pour ça quel est le moyen, on y arrive : L'Etat fort !

Cet Etat fort peut se manifester de plusieurs façons : le fascisme, la dictature militaire et autres variantes. Mais chaque type d'état fort correspond à une situation objective bien précise, selon que l'économie est totalement inféodée à l'impérialisme américain ou non, et selon les rapports de force existant entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. Reste aussi la solution réformiste où on fait appel à des gens qui ont l'air de faire dans le « social », mais cette solution n'est jamais bien longue à tenir. L'avantage de cette dernière c'est que la classe ouvrière a plus de chance d'être intégrée.

Les capitalistes européens ont ainsi à se battre sur 2 terrains d'une part contre la concurrence américaine, d'autre part contre la montée des luttes. Situation on ne peut plus désagréable pour nos chers patrons. On comprend qu'ils soient tentés ...

De même quand l'impérialisme américain domine totalement l'économie d'un secteur, il a intérêt lui aussi à voir une paix sociale durable s'installer. En général il donne le visage d'un capitalisme musclé. Et il faut bien savoir qu'une victoire de l'une ou l'autre partie se traduira de la même façon pour la classe ouvrière qui se verra exploiter de façon de plus en plus forte par ces requins du profit.

La seule solution pour la classe ouvrière et pour l'Humanité tout entière de s'en sortir est de foutre en l'air le système. Et cela est d'autant plus possible et nécessaire que ce sont les travailleurs qui sont à la source des profits accaparés par les capitalistes. C'est sur notre travail que repose leur économie.

Ca veut dire quoi ? Quelques faits significatifs : à la télé, dans la presse, il y a en ce moment un matraquage féroce du gouvernement sur les problèmes sociaux, on se prépare pour les élections ; il y a la «lèche» faite à la petite bourgeoisie commerçante, c'est toujours électoral, mais çà peut servir à autre chose (voir au Chili, en Allemagne il y a 40 ans ...) il y a la mise en fiches systématique, le glissement des forces de répression vers l'armée (GIER, CRS qui seraient versés dans les gardes mobiles),, entrainement de l'armée contre « l'adversaire intérieur », çà c'est plus tellement électoral, il y a les provocations fascistes des groupuscules nazis, il y a les relents de racisme qui pointent à l'horizon, et çà ce n'est pas tellement électoral non plus. En fait la bourgeoisie se prépare ; il ne faut pas oublier non plus qu'ITT déjà célèbre pour sa participation à l'assassinat de la classe ouvrière chilienne est très puissante en France

Face à cela la classe ouvrière doit se préparer. L'accent doit être mis sur son action propre et sur ses intérêts propres de classe, sans se noyer dans des alliances qui n'en sont pas et qui font passer les intérêts électoraux de sectes avant les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, qui sont la socialisation des moyens de production et l'abolition du salariat. Il faut que le rapport de force soit en faveur des travailleurs, or en se fourvoyant dans des alliances électorales, l'accent est mis sur les « possibilités » réformistes et pendant ce temps, rien n'est fait concrètement pour une véritable offensive ouvrière.

Mais revenons au problème qui nous préoccupe aujourd'hui : les conséquences de la crise économique sur le plan des rapports de force directs.

C'est la période des règlements de compte, des scandales qui éclatent, du durcissement du gouvernement, de la réapparition des vieilles inepties fascistes.

De même, la condition indispensable d'une victoire de la classe ouvrière repose sur son unité. Mais son unité à la base, en tant que travailleurs, sans se reposer sur les partis ou groupuscules dont l'intérêt premier est la survie et la lutte pour la domination de la classe. Il faut en finir avec l'ignorance dans laquelle on maintient les travailleurs.

De la même façon, l'accent doit être mis sur la solidarité internationale aux travailleurs en lutte. La bourgeoisie compte trop sur nos divisions.

Le mouvement des travailleurs autogestionnaire a une tâche essentielle pour cela, il nous faut arriver à combattre (et rapidement) les illusions entretenues par les réformistes sur l'électoralisme, car leur « pacifisme électoral » n'a pour but qu'endormir le travailleur. Si la bourgeoisie décidait une épreuve de force après une « victoire » électorale ? que se passerait-il ? Ce serait une défaite, la classe ouvrière livrée pieds et poings liés à la réaction.

Il est nécessaire qu'un regroupement de tous ceux qui vont dans ce sens commence à s'opérer pour qu'à moyen terme, le rapport de force existe réellement et non plus potentiellement. Le but visé n'étant pas la défense d'une étiquette plus que l'autre, mais que l'initiative appartienne à nouveau aux travailleurs, que les thèmes d'action directe et d'anti&iérarchie ces lignes d'action soient développés et concrétisés. Et çà, ça ne ne viendra pas tout seul, c'est le boulot de tous.

Quant aux communistes libertaires, si nous voulons participer activement à cette lutte, il nous faut nous donner les moyens d'information et d'action pour briser le mur des démagogies. L'organisation est donc à ce moment là un outil et non une fin en soi ; elle est donc une nécessité si nous voulons être efficaces et pouvoir analyser correctement les situations.

S'organiser, se coordonner avec d'autres est aujourd'hui indispensable si nous voulons que demain existe l'organisation des travailleurs nécessaire à la lutte anticapitaliste qui va aller s'accentuant.

Il faut combattre l'idéologie dominante tant sur les lieux de travail que dans les organisations actuelles afin que soit rétablie au sein de la classe ouvrière la démocratie directe.

NON A LA HIERARCHIE DANS L'ENTREPRISE ET DANS LE SYNDICAT !

L'AUTOGESTION SOCIALE PASSE PAR L'AUTOGESTION DES LUTTES , PAR L'ACTION DIRECTE OUVRIERE !

CCP FRONT LIBERTAIRE 33 907 40 LA SOURCE

NOUVEAU TEL° 370 46 86

P.S.U

DANS LE CAMP ANTI REVOLUTIONNAIRE

Le Conseil National du PSU qui vient de se dérouler est riche d'enseignements pour un communiste libertaire. Il illustre parfaitement l'analyse que nous faisons du réformisme et de ses méthodes. Non seulement, en effet, le PSU se saborde en tentant de retrouver sa fonction de social-démocratie de gauche, mais par la même opération il tente d'accrocher le courant autogestionnaire au wagon de queue du Programme Commun. Cette évolution n'est pas fortuite. Trois facteurs, au moins, l'ont déterminé et la rendait à terme inéluctable.

1°) La base sociologique du PSU, depuis les départs massifs de ces derniers mois, se trouve être réduite à ce qu'elle était à l'origine. Parti d'intellectuels besogneux (enseignants) et de techniciens (cadres des industries de pointe) animé par quelques hauts fonctionnaires technocrates. Les 4000 à 5000 adhérents (en fait 1000 à 1500 militants au plus!) sont issus de ces couches inquiètes devant la poussée lente mais continue des bureaucrates du PCF et de la nouvelle technocratie alliée aux cadres traditionnels du PS. Etre hors de la course au pouvoir aurait traduit de la part du PSU une abnégation fort peu confirme aux aspirations de ses adhérents ! Faire reposer sur la classe ouvrière, et elle seule, leur sort, se mettre au service du projet révolutionnaire : cela est beau dans des discours de Congrès, mais fort peu rassurant dans la réalité.

2) L'extraordinaire hétérogénéité du PSU ne lui a jamais permis de se situer nettement dans un camp.

Parti-refuge pour nombre de trotskystes et de maoïstes, il n'a jamais été considéré par eux que comme un lieu de passage avant la construction du « Grand Parti Révolutionnaire ». (il suffit de relire les déclarations des différentes minorités au cours des années passées pour s'en rendre compte !).

Parti-alibi pour de nombreux chrétiens qui y voyaient là le moyen de contester les erreurs par trop flagrantes de l'Eglise, sans pour autant rejoindre la classe ouvrière.

Parti-promotion pour uh certain nombre de sociaux-démocrates en rupture provisoire avec la maison-mère (en particulier pendant la guerre d'Algérie, puis en 1965-1968 lors de la « grande fédération ». Le PSU avait l'avantage de leur redonner une nouvelle jeunesse et de leur créer des rapports de force pour monnayer leur retour (le cas de Gilles Martinet est significatif a cet egard !).

Parti-trompe l'oeil enfin pour de nombreux jeunes sans idéologies particulières qui espéraient trouver au PSU un projet unifiant cohérent et une pratique révolutionnaire (en particulier en 1968).

3) Par son histoire, le PSU est certainement le plus lamentable échec de construction d'une organisation socialiste non-réformiste. Dès son origine, il recrute la majorité de ses adhérents dans la sociale démocratie... et il ne pourra jamais se débarrasser des pratiques que ceux-ci imposent par leur nombre. Quelle image du socialisme pouvait se donner le PSU quand on l'a vu à l'oeuvre dans ses congrès ou dans les secteurs qu'il pouvait controler : manoeuvres de couloirs, marchandages de mandats, pressions de toutes sortes, y compris financières... Le sommet fut atteint par le congrès de Lille (1971) où Michel Rocard ne fut élu qu'en bénéficiant qu' «en dernière minute des mandats d'une des plus petite tendance (et contre-partie de quoi des représentants de celle-ci furent élus à la direction Politique Nationale). Minoritaire sur tous les points importants, il ne dut son élection qu'aux tractations fiévreuses des couloirs du congrès.

La « démocratie parlementaire » bourgeoise est parfois plus honnête ! De même les pratiques courantes des militants PSU dans les organismes étudiants : UNEF et MNEF . Dans cette dernière n'oublions pas l'excellent rôle de patrons de choc qu'ils surent y tenir à l'occasion des mouvements revendicatifs.

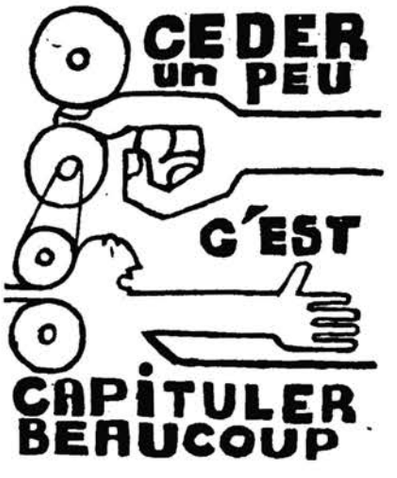
Il n'y a pas rupture dans l'orientation actuelle d'avec le passé. Celui-ci contenait en germe la déviation actuelle. Nous l'acceptons donc comme telle et nous pouvons en tirer quelques conclusions.

ET MAINTENANT ? LE SENS D'UNE OPERATION POLITIQUE.

En adoptant l'orientation définie par son dernier Conseil National, le PSU se range nettement dans le camp anti-révolutionnaire et cela pour deux raisons essentielles :

1) En demandant sa réinsertion dans la gauche traditionnelle (c'est à dire réformiste), le PSU n'en abandonne pas pour autant sa phraséologie sur l'autogestion. Tout au contraire il entend continuer et même développer ses campagnes sur ce thème. Sa volonté est donc claire : en jouant la carte de l'autogestion, il entend imposer aux réformistes - au nom d'un réel courant dans la classe ouvrière - un rapport de forces. Aux yeux de la gauche, il entend être un interlocuteur privilégié. Toujours la même pratique de la «monnaie d'échange» : « vous nous intégrez et en échange vous n'aurez plus d'ennuis avec les partisans de l'autogestion ! ». Mais pour cela il lui faut quand même rendre l'idée acceptable aux yeux de ses futurs partenaires. Il va s'agir donc de réduire au maximum la portée révolutionnaire de ce mot d'ordre. Tout au plus, et cela sera bien vu du CERES, pourra-t-on la présenter comme une « contribution » au débat. Peut-être pourra-t-on faire inscrire le mot dans le programme commun avec les mentions « expériences réalisables dans certains secteurs et sous certaines conditions ». Pour arriver à cette fin il va falloir quand même briser quelques résistances ! Qu'on soit rassuré, le PSU a prévu cela aussi ! Le fameux CLAS lancé il y a quelques mois n'a jamais vu le jour sinon sous la forme de vagues colloques. Il faut prévoir dans les mois à venir d'autres offensives du même type, notamment idéologiques. Techniciens et technocrates vont s'efforcer de réduire l'autogestion à un projet technologique, à un sujet d'étude « en laboratoire ». Dans les actions autonomes du prolétariat, et surtout dans celles où la dynamique des luttes rejoint le projet autogestionnaire (comme chez Lip par exemple), il faut prévoir un raidissement organisationnel et à de multiples mises en garde sur les « conditions objectives des luttes ». A une période où le régime pompidolien bat de l'aile, l'alternative réformiste point. Il va s'agir de mettre un peu d'ordre dans les affaires ! Cela est d'autant plus crucial pour le PSU s'il ambitionne un strapontin ministériel !

2) En adoptant cette stratégie, le PSU vise donc à démanteler le courant autogestionnaire. En ce qui concerne les organisations spécifiques, c'est à elles seules de se défendre ! Pour notre part nous dénoncerons sans relache cette opération. En sera-t-il de même pour la Tribune Anarchiste Communiste, tendance des CIC, qui eux viennent de donner leur accord à l'orientation actuelle du PSU ? Mais le problème est plus grave en ce qui concerne la CFDT A l'intérieur de celle ci déjà les partisans du projet « autogestionnaire » technocratique étaient forts nombreux : membres du PS, membres de la hiérarchie syndicale... L'OPA lancée par le PSU risque de renforcer considérablement ce courant et de renforcer le poids des tendances réformistes. L'intégration de la CFDT dans la gauche du Programme Commun est



un facteur clé de la réussite (au sens politicien du terme) de celui ci. L'existence d'une organisation « indépendante » forte de 800 000 membres est un obstacle majeur qu'il faut réduire (la parallèle avec les luttes actuelles à la FEN est intéressant à ce niveau !). A la CFDT ce sera aux syndiqués de répondre !

En liquidant le mouvement autogestionnaire, en passant dans le camp réformiste, le PSU cesse d'appartenir au camp des révolutionnaires (s'il y a été un jour !). Nous saurons tenir compte de cette situation nouvelle. Plus que jamais les luttes du prolétariat revêtent une importance cruciale. Nous devons tout faire pour les soutenir et les populariser !

centre auvergne

Le 7 février 1973 éclatait, à Clermont Ferrand le conflit Centre Auvergne pour les raisons que nous exposions dans le numéro de Front Libertaire. Après 52 jours de grève, un protocole d'accord était signé le 30 mars 1973 qui prévoyait le salaire minimum à 1000 F par mois et l'ouverture de négociations afin d'établir une convention collective des Promoteurs Immobiliers à l'échelon national.

QUE S'EST IL PASSE DEPUIS ?

Au mois de mai, avec l'accord de l'inspection du travail, une perforatrice gréviste est licenciée sous prétexte de réorganisation et donc de compression de personnel !

Le 19 juillet Belin, le patron de Centre-Auvergne, procède à 2 licenciements sans indemnités pour « faute lourde » (distribution de tracts préjudiciables à l'entreprise). Il demande à l'inspection du trvaail le licenciement de quatre délégués du personnel pour le même motif mais l'inspecteur du travail refuse parce que les preuves sont insuffisantes. Belin va plus loin et dépose une plainte « contre X » pour distribution de tracts portant soi-disant atteinte à sa dignité.

Les grévistes sont trainés un par un dans les locaux de la police judiciaire ainsi que certains responsables de la CFDT.

Le juge d'instruction vient d'inculper au cours des trois derniers mois, six militants CFDT pour diffamation à la suite des tracts distribués pendant le conflit Centre Auvergne :

- Amblard, André et Grangeon pour Centre Auvergne
- Passat, secrétaire du syndicat CFDT du bâtiment
- Chaudagne, permanent interprofessionel CFDT
- Gilbertsecrétaire de l'UIB CFDT.

POURQUOI UNE TELLE REPRESSION ?

Les raisons d'une telle répression sont multiples :

- Centre Auvergne c'est Belin, un patron soi-disant social (s'il en fut) mais qui n'admet pas la remise en cause de son pouvoir.
- Centre Auvergne c'est la première section syndicale créée dans l'immobilier. Derrière Belin il y a tout le patronat immobilier qui ne veut pas qu'un tel exemple se reproduise.
- Mais Centre Auvergne c'est aussi des travailleurs qui ont osé mettre le nez dans la gestion de Belin, qui ont osé la compromission du pouvoir avec les patrons de l'immobilier, qui ont fait trembler la bourgeoisie locale mais qui ont surtout remis en cause la conception même de l'urbanisme.

LA REUSSITE DE BELIN

Les travailleurs ont essayé de sensibiliser la population clermontoise sur le problème de l'urbanisme en expliquant le développement de Centre Auvergne. Centre Auvergne a été créé en 1950 par Belin, Cardot. A l'origine c'est une simple agence d'assurance et occasionnellement une agence immobilière. Aujourd'hui c'est le principal groupe immobilier privé qui assure 60% du marché de l'agglomération clermontoise. Le groupe Centre Auvergne s'est développé grace à la spéculation foncière, à la pénurie de logements, à la complicité des services publics et à la conjoncture économique (inflation investissements de la bourgeoisie en Mai 68, etc..). Aujourd'hui Centre Auvergne représente cinq sociétés et 5000 logements construits à Clermont Ferrand. Cette réussite a permis à Belin d'avoir des responsabilités syndicales dans les divers organismes de la profession :

- Président du Centre Régional des Professions Immobilières (CRPI).
- Membre du bureau éxécutife, ancien vice-président de la Fédération Nationale des Constructeurs Promoteurs (F.N.C.P.).

Mais la réussite de Belin s'explique aussi par les appuis qu'il a dans la bourgeoisie locale. En effet, Centre Auvergne s'est développé grace à la complicité des notaires : Mr Bard, Mr Rejete, Mr Deteix. Mr Robert, grace à l'appui des conseillers généraux socialistes : Perier et Boulay, grâce à

l'ancien sénateur, maire socialiste de Clermont : Montpied, grâce à l'architecte Arnaud, membre du Part. Socialiste qui replaça à Belin les cellules d'appartement d'HLM de la ville et grâce aux préfets Mrs Diebolt et Doustin. Diebolt, c'est l'homme de confiance de De Gaulle, devenu préfet de Clermont, puis de Paris. Il s'est illustré dans ces deux villes comme un grand stratège de la corruption avec les promoteurs. Aujourd'hui, il coule une semi-retraite comme responsable du département Immobilier de la Banque des Pays-Bas. Doustin, ancien préfet de Clermont, aujourd'hui préfet de Bordeaux, c'est le copain à Chaban et il se trouve aue Centre Auvergne est sur les rangs des promoteurs pour l'aménagement de la côte Aquitaine.

CENTRE AUVERGNE EN FAILLITE ?

Depuis la fin de la grève, Belin s'est vu refuser un projet de 5000 logements sur la ZAC de Beaumont, les élus locaux ayant préféré le projet de la Caisse des Dépôts et Consignation devant financer des HLM. A noter à cette occasion que c'est le conseiller général socialiste Périer qui a défendu le projet Centre Auvergne-Arnaud. D'autre part, le député-maire de Romagnat, Boulay vient de refuser un projet de 140 pavillons préfabriqués sur le terrain Basse. Le député socialiste n'ayant pas digérer les propos acerbes de Belin pendant le conflit, suite à une intervention de sa part en faveur des grévistes.

De plus, Belin avait gagné le concours des «Chalandonnettes» qui devaient se construire à St Beauzire dans la plaine de la Limagne, Belin n'a pu obtenir l'achat des terrains. Pour finir le projet «Panoramic» au dessus du Mammout Croix de Neyrat est bloqué pour des raisons administratives. De ce fait, Centre Auvergne n'a aucun marché pour 1974, ce qui vient d'entraîner de nombreuses démissions et licenciements à EGCA (Centre Auvergne : 30 % des actions). La SEC, Société d'Etude de l'architecte Arnaud, vient de signifier 4 licenciements.

Centre Auvergne a de grosses difficultés financières aggravées par la mévente des appartements Galaxie (840 logements). Dernièrement, la Société Générale refusait d'augmenter le découvert bancaire de Centre Auvergne qui doit être de l'ordre de 50 à 80 millions d'AF. Les engagements pris par Centre Auvergne vis-à-vis des souscripteurs peuvent être évalués à plus de 2 milliards d'AF alors aue les capitaux propres de Centre Auvergne sont d'environ 1 milliard d'AF.

Ce qui est à prévoir dans les mois qui viennent, c'est une absorbtion du secteur Promotion de Centre Auvergne par des banques d'affaires genre Suez, La Hénin ... Quant au cabinet d'administration des biens, soit 5000 lots, syndics ou gérances, celui-ci présente une valeur susceptible d'intéresser de nombreux hommes d'affaires, Dans tout cela, les grandes victimes de l'affaire Centre Auvergne seront Belin et Cardot.

La lutte des travailleurs de Centre Auvergne continue à l'intérieur d'un Comité d'Action qui s'est fixé comme objectifs :

- NON AU DEMANTELEMENT DE LA SECTION SYNDICALE CENTRE AUVERGNE
- LEVEES DES POURSUITES JUDICIAIRES
- REINTEGRATION DES TRAVAILLEURS LICENCIES

Sur tous les inculpés, il reste 3 prévenus : Grangeon, André et Passat. Tous les autres ont bénéficié d'un non lieu. Et en plus la cour de Riom a reconnu la notion de groupe pour Centre Auvergne.

PSYCHIA-TRIQUE EDUCASTRATION

au centre de protection infantile de Romagnat on met les enfants en cage

Le témoignage qui suit nous conte l'histoire de Jean-Claude, un enfant de cinq ans et demi, en cure au centre de protection infantile de Romagnat. Comme d'autres enfants, il y suit un traitement pour les maladies pulmonaires. Oui, mais voilà, pour lui, la protection infantile ne s'est pas bornée à avaler quelques médicaments on a voulu aussi le protéger de toutes ses envies de tous ses désirs.

La vitalité de cet enfant de cinq ans et demi cadre mal avec tout le dispositif de soins, bien établi dans un règlement immuable, qui a tout prévu sauf tout ce qu'il y a de vivant, de personnel chez l'enfant. Et lorsque la personnalité de Jean-Claude se manifeste sous quelque forme que ce soit, on l'enferme, on l'attache et le centre de protection infantile a bonne conscien- le protégeant malgré luide tout ce qu'il a de vivant exerçant impunément sa répression. Depuis son arrivée, Jean-Claude est en train de perdre l'usage de la parole. Non seulement l'administration n'accède pas à ses désirs les plus élémentaires jouer, courir, ... mais en le bouclant ainsi plusieurs heures d'affilée elle supprime toutes les possibilités nécessaires à son développement tels les échanges et la communication avec les autres enfants et toutes les personnes qui l'entourent. C'est ainsi que Jean-Claude par son comportement, remet en cause la façon dont la vie des enfants est conçue, il remet en cause l'autorité institutionnalisée, qui se fiche pas mal de la santé psychique des enfants. Pour elle, l'enfant n'est pas un individu, mais un organe, un estomac, un poumon que l'on soigne, et c'est le rendement qui compte. L'individu on s'en fout. On réprime toute manifestation intempestive de vie. Un enfant comme Jean-Claude qui ne veut pas se laisser faire «c'est pas normal» alors on l'attrappe par une oreille, on le met en cage, et, s'il ne se tient pas tranquille, on k'attache.

Il ne faut pas croire que le cas de Jean-Claude soit un cas isolé. Tout çà c'est chose courante, dans les centres de protection, dans les centres de rééducation pour la délinquance juvénile, centres de redressement en tout genre où on dresse les futurs citoyens dociles sains de corps et d'esprit. Cela existe aussi à l'école, l'un des piliers de notre système; on se moque pas mal des désirs de l'enfant, pourvu qu'on arrive à bien lui bourrer dans son petit crane le respect de toutes les autorités, en commençant par celle du maitre science infuse. Et si pour l'enfant il est dur d'avaler l'autorité, la hiérarchie, tout ce qui est antivie, on l'étiquette soigneusement de psycho-quelque chose, de «pas normal» et on l'envoie dans une classe de transition ou mieux dans un centre où on le rééduque à la société. Dans cette société, tout être qu'on ne peut pas plier à toutes les autorités, à tous les règlements, à toutes les hiérarchies, il est considéré comme anormal, «fou», comme rebus de la société. Cela nous amène à reconsidérer ce qui est normal et anormal, le normal c'est le bon citoyen de la majorité silencieuse qui a subi avec succès l'apprentissage de la docilité à l'école, au lycée, au CET, à la caserne... L'anormal c'est tous ceux qui ne veulent pas faire abstraction de leur individualité, où ceux qui gênent: le petit portugais, le fils d'ouvrier des classes de transition, des CET. Les «malades», les «pas normaux» des centres de rééducation, des centres d'éducation surveillée, des asiles psychiatriques. Et tout çà c'est institutionalisé par le pouvoir et tous les bien-pensants.

Habitants de Romagnat, il faut dès à présent exiger que de telles pratiques inhumaines cessent au centre de protection infantile. Il faut exiger que Jean-Claude soit considéré comme un enfant et non comme une bete malfaisante:

LE TEMOIGNAGE

Ce vendredi soir, comme tous les vendredis à 19 heures, c'est la bousculade devant l'emploi du temps qu'on vient d'afficher pour la semaine prochaine. J'ai la deuxième chambre du deuxième couloir. Ce n'est pas possible ! La deuxième chambre, c'est le dortoir qu'on ne veut pas dans le service. Elle n'a vraiment pas de chance, l'auxiliaire qui va s'en occuper. Toutes ses petites habitudes vont être dérangées, et à cause de qui ? A cause de Jean-Claude RICHARD (5 ans 9 mois).

Qui est Jean-Claude ? Il est au centre de protection infantile de Romagnat depuis quelques mois pour y être soigné comme tous les autres enfants qui sont ici. Si la plupart se sont pliés plus ou moins au règlement, Jean-Claude a commencé à manifester quelques signes de révolte, en cassant des carreaux, en refusant de faire sa cure, ses activités, en faisant des fugues etc, ... Comme on ne peut pas s'occuper que de lui et laisser les autres gosses, le «meilleur» moyen qu'on a trouvé, c'est de l'enfermer entre midi et 15 heures pour la grande cure, et le soir de 19 heures jusqu'au lendemain 8 heures, dans une chambre aux fenêtres grillagées. La porte est fermée de l'extérieur par un verrou.

La première fois que j'ai su qu'un enfant était isolé des autres tous les soirs parce qu'on ne pouvait pas le tenir, je ne l'ai pas cru. On enferme pas un gosse de 5 ans, comme on jette un homme en prison, sous prétexte qu'il casse des carreaux et qu'il faut être toujours derrière lui pour le rattraper quand il a envie de se balader.

Jean-Claude j'allais l'avoir, vivre la journée avec lui. Je suis allée le chercher le lundi matin. J'ai dévérouillé la porte; Jean-Claude avait jeté son matelas par terre et avait fais pipi à coté du pot. Je ne lui ai rien dit. Il est venu avec moi sans aucune difficulté, bien trop heureux de sortir. Tout d'abord, il a refusé de s'abiller IL m'a fait entendre qu'il voulait que je l'habille Il parle mal, et il n'était pas facile de le comprendre. Ensuite, il apris ses médicaments, une bonne quantité de petits cachets, parmi lesquels des calmants, du gardénal. Petit dejeuner, toilette, activités, petite cure, déjeuner, coucher pour la grande cure de midi, voici le rituel du matin. Jean-Claude, comme à chaque fois, n'a pas voulu prendre pars aux activités. Il s'est déshabillé en me regardant pour voir ce que j'allais dire, et il a essayé tous les lits de la chambre.

A la petite cure, il n'a pas voulu s'allonger sur un lit. Tous les gosses doivent faire leur cure pendant une demi-heure sans bouger sur leur lit. Il n'y a pas d'exception. Si Jean-Claude ne veut pas la faire, le conseil que l'on m'a donné pour avoir la paix, c'est de l'attacher, ainsi qu'à table s'il bouge trop.

Quand arrivaient les heures où on devait l'enfermer, il foutait le camp. Il allait retrouver les femmes de service ou d'autres auxiliaires, ou il essayait d'ouvrir la porte vitrée avec une brosse à dents ,et il partait dans le parc.

Il avait dû déjà être pas mal battu, et le point sensible était les oreilles, car elles étaient souvent sanguinolantes. Dès qu'on s'approchait de lui pour le gronder (ce qui était inutile), il se cachait sous le lit ou se roulait par terre.

Le plus horrible pour moi, c'était chaque fois que je l'emmenais de force dans sa chambre, que je poussais le verrou, et que je voyais ce gosse en train de taper sur les grilles, de hurler en m'appelant : « Tata ! ».

Une éducatrice du Centre.

EDUCATION REEDUCATION MISE EN CONDITION

Si la finalité de l'éducation semble être la formation de personnes libres et créatrices, de personnes autonomes, une étude de l'évolution historique des institutions éducatives nous montre qu'en fait l'éducation a pour but l'adaptation des individus à des sociétés fondées sur l'autorité et la hiérarchie. Si au départ l'enseignement fut réservé à une élite, il s'étendit vite parce qu'on l'envisagea comme un moyen de conserver un ensemble de valeurs qui perdaient de leur influence (c'est l'insécurité de l'Eglise qui explique le développement du système scolaire des jésuites au temps d'Ignace, par exemple). Les premiers systèmes intégrés de scolarisation naquirent en France et en Prusse. Le système prussien, qui allait de pair avec le développement de la nation et l'intention des autorités d'en faire un de ses principaux soutiens devint vite un modèle international. Ainsi l'éducation a pour bur de préparer les enfants à entrer soumis dans l'appareil de production capitaliste.

Le champ éducatif est vaste : famille, école, centres d'adaptation, de perfectionnement, d'enseignement spécialisé, IMP, CMPP ... mais il est, en fait, formé de deux systèmes parallèles :

- l'un, « normatif » ou « adaptatif », qui produit l'enfant « normal » entendons celui qui sera plus tard un « bon citoyen » - soit un enfant déjà mutilé puisqu'ayant subi une éducation qui n'a tenu aucun compte de lui comme sujet désirant.
- l'autre étant destiné à accueillir les ratés du premier, soit les enfants-problèmes, les enfants perturbants-perturbés, les « fous » qui remplissent ces lieux médico-psycho-quelque chose qui forment autant de « béquilles d'une société folle » (comme l'a écrit R.Gentis). Ces lieux, dits pompeusement de rééducation, qui ont été conçus pour permettre un retour au système « normatif » fonctionnent souvent en impasses comme l'ont fait remarquer certains auteurs et vont fournir ces employés sous-qualifiés et sous payés dont le système a besoin. Ces lieux fonctionnent en impasses parce qu'ils sont plus une défense pour la société (qui parque là ce qui est différent, ce qui la met en question) que des lieux de vie où l'enfant pourra trouver les conditions qui lui permettront de se ressaisir comme sujet. « Nos rééducations visent à adapter au plus vite le jeune à l'école, à la famille, à la société » peut-on lire dans la pièce d'accueil d'un Centre Médico-Psycho-Pédagogique. Voilà qui est précis et ne permet plus aucun doute : il ne s'agit pas de savoir si l'enfant perturbé est le symptome d'une société folle, il ne s'agit pas de savoir si ses troubles ne sont pas en fait un cri d'alarme, la dénonciation d'une situation insuportable ; il s'agit d'adapter au plus vite à la société, de maintenir un ordre. L'enfant perturbé ne doit pas être conçu comme enfant « perturbé par ...» mais comme perturbé en soi. Cela permet d'éviter de se poser trop de questions embarrassantes sur la folie et la raison, sur l'évidence du « normal », sur les causes du pathologique, sur le désir. Ainsi on comprend pourquoi ces centres vont se mettre à fonctionner comme défense, comme protection pour la société comme pour n'importe quel individe cette société ; on comprend pourquoi les traitements peuvent devenir des « mauvais traitements » (utilisation incohérente de différentes drogues, électrochoc utilisé comme menace etc., - il est intéressant de consulter à ce sujet les écrits de ceux qu'on nomme peut-être improprement les anti-psychiatres). Et si la société (qu'elle soit capitaliste ou bureaucratique) défend ses institutions folles et sur-répressives, pour employer un mot de Marcuse, l'individu se protège contre l'irruption du démoniaque qu'il sent gronder en lui. Reconnaissons-le, et évitons de tomber dans le piège qui consiste à désigner le coupable (pour la société : le fou, le délinquant, le révolutionnaire ... pour le « contestataire » : la famille, la société...). Ne soyons pas de ceux qui, se concevant malheureusement comme révolutionnaires, dénoncent cette société pour imposer leur système (« nous remplacerons cet Etat souverainement mauvais par notre Etat souverainement bon ») et parce qu'ils se conçoivent comme les représentants hautement conscients du peuple reprennent par là même son dire et son agir.

Donnons enfin la parole à ceux à qui on l'a ravie ; reprenons nos propres affaires en main. Les problèmes psychiatriques comme tous les autres, urbanisme, transport, travail, commerce, distribution, pédagogie ... ne sont pas l'affaire de l'Etat ou d'une poignée de spécialistes, mais mais notre affaire à tous.

A LA Source, il y a un C.C.P. qui est vide !...
Remplissons-le :
CCP : FRONT LIBERTAIRE
33. 907. 40 LA SOURCE

JOURNAUX LOCAUX

[illegible]

[illegible] du 20

voix libertaire des bouches du rhone

l'insurgé caladois

autogestion (grenoble)

la taupe libertaire de roubais

le petit libertaire de vitry

FRONT DE LUTTE

PORTUGAL LIBERTAIRE

LE POINT DES APPRENTIS (c.e.t)

LE RAIL ENCHAINE -s.n.c.f.-

ETRANGER

libertarian struggle -o.r.a. anglaise-

Ces journaux sont disponibles à la librairie : 33, rue des vignoles 75020 si vous imprimez des journaux envoyés en [illegible] quelques exemplaires à la librairie et le titre sera dans cette colonne.

LIP C'EST PAS FINI !

Depuis l'important impact de leur lutte, les travailleurs de LIP ont pu assister à une lutte interne du patronat qui, sous les termes de rentabilité ou de non-rentabilité, de viabilité ou de « LIP c'est fini », se jouait autour d'un enjeu politique.

D'un côté, la minorité des patrons «new look» qui, par la voix de Ceyrac, président du CNPF, ont reconnu rentable le projet de relance globale de LIP-Palente (établi en particulier par Interfinexa et accepté par la C.F.D.T.).

De l'autre côté, les patrons lançant à tous azimuths le « LIP c'est fini » du génial légionnaire Messmer, repris dans l'actualité par par Charbonnel lorsqu'il précise que le « plan Interfinexa n'est donc pas rentable » (bien que si ce plan n'est plus, en un sens opérationnel ce n'est que par le refus de la Société Générale - banque nationalisée - de financer une partie du plan.

Et, jusqu'à présent, de l'aveu de Ceyrac, ce sont ces derniers qui restent maitres du terrain : « les responsables du projet se sont heurté en ce qui concerne la mise au point industrie. et financière, à certaines difficultés, qui n'ont pu être surmontées par eux. J'ai été informé, le 17 novembre, de cette situation et de l'abandon du projet par les deux personnalités qui en avaient pris les respo[illegible]bilités. » (lettre de Ceyrac à Minjoz, maire socialiste de Besançon). Ce qui a laissé la place libre à toutes les forces qui veulent démanteler LIP-Palente (c'est à dire aussi licencier une grande partie du personnel), et particulièrement par l'entremise de Abel, PDG de Spemelec, qui veut transférer les équipements du secteur armement de l'usine de Palente à un local de la rue Viole à Besançon.

Derrière tout cela, [illegible] certains patrons (important de la disgrace des Chaban Delmas et Edgar Faure) prendre le cheval de bataille de la participation - sinon de la cogestion - et d'une nouvelle société. Et ceci par un choix politique hardie, en un temps de crise de confiance. Ainsi pensent-ils garder les commandes de cette époque troublée, et jouer sur cette évolution. Mais malgré la dernière relance de Charbonnel (poudre aux yeux une nouvelle fois ?) c'est la fraction dure qui semble gagner celle qui veut « punir » les travailleurs de LIP qui par leur combattivité, leur imagination ont su dépasser le cadre des négociations de collaboration des classes, ce jeu où les règles ont été faites pour que les travailleurs restent toujours les frustrés de la société.

Au point où en est arrivée « l'affaire LIP » le problème essentiel est de liquider non pas LIP mais les LIPS.

NON, LIP N'EST PAS FINI, MAIS LES TRAVAILLEURS ONT PLUS QUE JAMAIS BESOIN DE NOTRE AIDE.

AIR FRANCE

A AIR FRANCE comme ailleurs, le personnel d'éxécution pourtant, largement majoritaire, subit par l'intermédiaire d'une hiérarchie toute dévouée, les exigences de plus en plus grandes d'une direction aux « ordres ».

- Conditions de travail de plus en plus difficiles.
- Pouvoir d'achat plus que limité par l'augmentation intolérable des prix.
- Garantie de l'emploi menacée par une politique de bradage dictée par les intérêts capitalistes.
- Injustice permanente des bases échelles.
- Marchandage annuel concernant les avancements.
- Problèmes posés au personnel par l'ouverture de Roissy.

Pour regler tous ces points, devons-nous abandonner notre volonté de lutte entre les mains de représentants d'organisations syndicales peu soucieuses de nous entendre ?

Le mois dernier, une grève de vingt quatre heures a été décidée sans aucune consultation du personnel, pas plus avant qu'après !

Demain que décideraient-ils encore sans daigner nous en informer ?

Par contre le 31 octobre, le personnel de Blanqui était invité à se réunir en Assemblée Générale !

Devinez pourquoi ?

Simplement pour déterminer une plate-forme revendicative concernant l'accès à la catégorie 3

De qui se moque-t-on ?

Avec les communistes libertaires, exigez de prendre vos affaires en main !

C'est à vous de décider des formes de lutte que vous voulez mener et des objectifs que vous voulez atteindre.

Un travailleur libertaire de AIR FRANCE.

"NOTRE LUTTE"

bulletin des travailleurs libertaires du batiment est paru.

pour tous renseignements et contact : **fl_batiment 33 rue des vignoles 75020 paris**

on attend vos articles !

*

"LE TRAVAILLEUR LIBERTAIRE"

est paru

Disponible à la même adresse

Bulletin des travailleurs libertaires du 92

*

regroupement des camarades des ptt s'adresser rue des vignoles Paris 20è

des relents de poujadisme...

Alors que le gouvemement tente d'éviter que se défonce par ses propres contradictions le « tonneau du capitalisme » et que Giscard perd ses derniers cheveux dans la lutte contre la vie chère, alors que le « programme commun » aux réformistes prône une alliance sans principe de la petite bourgeoisie et du prolétariat dans sa vision électoraliste, les petits commerçants, parallèlement aux actions du CID-UNATI, se sont engagés dans un processus d'actions corporatistes et antipopulaires. Et s'il est vrai qu'ils ne sont pas directement responsables de la montée des prix et qu'ils subissent une forte injustice fiscale, il faut aussi se rappeler le rôle joué par la petite bourgeoisie (dont font partie les petits commerçants) au Chili, et le temps où par « anticapitalisme » elle est passée en masse au fascisme.

LES PETITS COMMERCANTS ET LE CAPITALISME

Les petits commerçants font donc partie de la petite bourgeoisie, couche sociale (couche moyenne) qui ne constitue pas à proprement dit une classe sociale, mais se trouve placée entre les deux classes fondamentalement antagonistes : le prolétariat et la bourgeoisie.

La fonction particulière des petits commerçants (ainsi que des petits propriétaires paysans) dans le mode de production capitaliste est une survivance de modes de production antérieurs au capitalisme moderne. Ainsi, au niveau économique, leurs particularités sont l'instabilité et les contradictions, l'hétérogénéité et le peu d'intérêts communs, bien qu'ils soient néanmoins conscients de leur unité, surtout sur le plan idéologique.

Théoriquement ils sont libres et possèdent leur boutique et sa gestion. Mais en pratique il en va autrement.

Tout d'abord, n'étant pas producteurs, ils sont dépendants des fournisseurs et deviennent malgré une certaine autonomie, les valets du capitalisme. De plus, face à la concentration du capital (où les gros mangent les petits) qui se concrétise dans ce cas précis sous la forme des grandes surfaces marchandes, ils perdent peu à peu la propriété de leur boutique car, essayant de survivre face à la concurrence mortelle des grandes surfaces, ils se doivent de faire appel au crédit at aux emprunts, ce qui ne fait que les endetter de plus en plus. Mais dans cette logique implacable du système capitaliste, ils n'ont aucune chance et ne peuvent qu'une opération survie ».

Pris dans cette tendance inéluctable de prolétarisation où leur condition se rapproche de jour en jour du prolétaire qui doit vendre sa force de travail au capital, ils n'ont actuellement, pour beaucoup qu'un revenu fixe et peu élevé s'apparentant à un salaire. mais ce qui est très important, c'est leur croyance en une autonomie due à la très relative indépendance de gestion.

A partir de ces contradictions et, pris entre les deux classes fondamentales, ils refusent; ne peuvent accepter cette tendance historique de prolétarisation et lancent un regard borgne vers la bourgeoisie. Ainsi, du fait de leur position, ils « ne participent pas à une lutte de classe directe et ils restent le plus souvent au niveau de la bataille pour le marché, la fiscalité, le bénéfice de l'intervention de l'Etat. Politiquement, ils se battent en général pour leur survie à tout prix mènent un combat plus souvent poujadiste que révolutionnaire. »
(éditions Guerre de Classes; OCL)

LA PETITE BOURGEOISIE ET LE FASCISME

« La seule Europe qui se soit faite jusqu'à présent est celle de l'argent. Nous voulons, nous, envisager le statut de la petite entreprise familiale dans l'Europe moderne. » Dans cette déclaration de Nicoud (leader du CID-UNATI) prononcée le lundi 26 novembre 73 à Périgueux, il est troublant de trouver deux thèmes indissociables de la démagogie fasciste envers la petite bourgeoisie. L'anticapitalisme petit bourgeois et la flatterie des aspirations rétrogrades de cette couche sociale. Il suffit de revenir (un exemple parmi tant d'autres) au « programme du parti national-socialiste » de 1920 :

- au point 11, il est réclamé « la suppression des revenus obtenus sans travail et sans peine, l'affranchissement de la servitude capitaliste. »
- au point 16 : « nous demandons la constitution d'une classe moyenne saine et son entretien la communalisation des grands magasins et leur location à bon marché à des petits commerçants, la prise en considération de tous les petits commerçants pour la livraison au Reich, aux Länder et aux communes. »

Ce que met en évidence Daniel Guérin dans son livre «Fascisme et Grand Capital» (Maspéro, p. 85) : « Le fascisme, pourtant, ne peut éviter sous peine de se démasquer, de mettre en cause le capitalisme industriel lui-même. Mais ici encore son anticapitalisme reste bien en deçà du socialisme prolétarien. Les classes moyennes contrairement à la classe ouvrière, ne se soucient pas de détruire le moteur essentiel du capitalisme l'exploitation de la force de travail, le vol de la plus-value. A travers tout le XIX ème siècle et jusqu'à aujourd'hui, les idéologues petits bourgeois se bornent à déclamer contre la concurrence contre la concentration industrielle, à demander aux pouvoirs publics de rendre moins nocifs les monopoles. En reprenant à son compte ces aspirations rétrogrades, le fascisme flatte les classes moyennes et, en même temps il détourne les masses ouvrières du socialisme prolétarien. »

Et n'oublions pas, pour mieux comprendre ce qui peut se passer, que « suivant la formule imagée de Radek, la dictature fasciste ce sont des cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme. Ici il n'est pas inutile de répéter cette précision : le tonneau n'a pas été défoncé, contrairement à ce qu'on croit souvent, par l'action révolutionnaire de la classe ouvrière ; le fascisme n'est pas la réponse de la bourgeoisie à une attaque du prolétariat mais bien plutôt l'expression de la décadence de l'économie capitaliste. Le tonneau s'est défoncé lui-même. Le fascisme est un réflexe de défense de la bourgeoisie, sans doute, mais de défense contre la désagrégation de son propre régime beaucoup plus que contre une attaque prolétarienne. » (ibid. p. 278).

ALORS ?

Faut-il comme le P.C. et autres réformistes chercher inconditionnellement l'union de tous les mécontents en vue d'un projet électoraliste et attendre notre petit Pinochet « made in France », et ils ne manquent pas sur la liste d'attente, surtout dans la situation mondiale de pénurie des matières premières, principalement de pétrole (chomage résultant des l'arrêt des secteur touchés par la crise).

Ou comme certains gauchistes, faire de la »late démagogie (bien que conditionnelle) pour faire de l'incohérence l'outil de lutte des travailleurs.

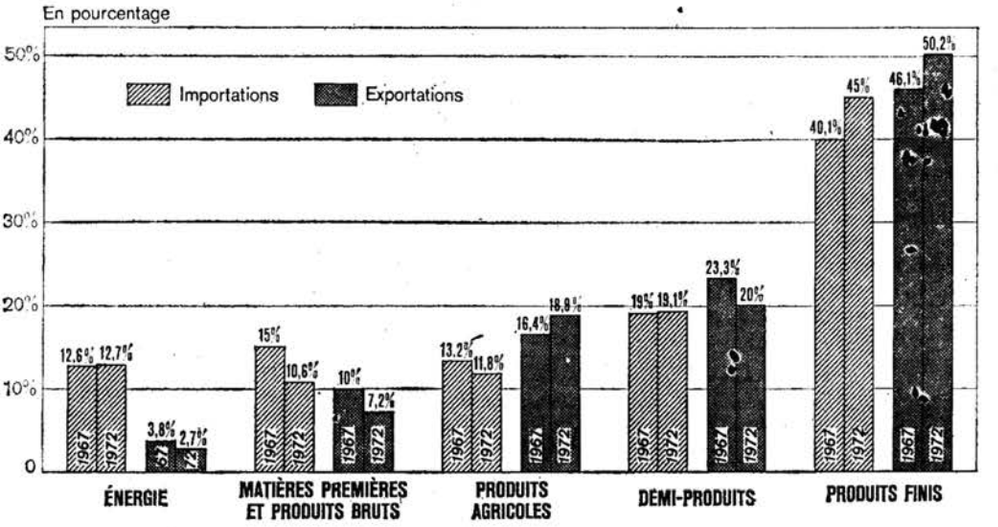
Ou éclairer les membres de cette couche sociale en voie de prolétarisation pour qu'ils rejoignent les luttes révolutionnaires.
« Quelle aurait pu être une grève populaire des petits commerçants ? Imaginons (on peut rêver) que les petits commerçants vomissent le capitalisme et décident de rejoindre le combat de la classe ouvrière en organisant des descentes dans les entrepôts des grossistes des Halles et en distribuant gratuitement les fruits et les légumes à la population. Voilà une grève qui aurait un autre contenu que la sinistre grève poujadiste, répétition générale d'un marché noir presqu'oublié et dans l'unique but de montrer à un régime en crise que les boutiquiers qui les soutiennent entendent garder intactes leurs marges bénéficiaires. Une telle grève aurait eu tout notre appui, mais il n'en a rien été.»

(extrait du « petit libertaire de Vitry » n°6)

REQUIEM POUR UNE HUILE MINERALE

LES PREMIERS SIGNES DE LA FIEVRE NAPHTEUSE

La France, comme toute société industrielle occidentale, est néo-colonialiste dans la mesure où elle entretient des relations avantageuses (pour elle) avec les pays du tiers-monde qui lui fournissent la matière première et l'énergie brute comme le montre le tableau suivant :



Or voilà que le pétrole, base énergétique de toute l'économie occidentale, se fait de plus en plus cher et surtout devient de plus en plus rare car les pays producteurs ne veulent plus fournir à la demande.

Un début de panique s'empare alors des technocrates européens qui commencent à se rendre compte que l'or noir n'est pas éternel et qu'ils ont peut-être imprudemment accordé une situation de monopole énergétique au pétrole (65 pour 100 de l'énergie en France est pétrolière). Seuls les USA restent relativement sereins, nous allons voir plus loin pourquoi.

CA BRANLE DANS LES DERRICKS.

Bien avant la guerre du Proche-Orient, en mars de cette année, l'OPEP (Organisation de Pays Exportateurs de Pétrole), commençait à faire valser les étiquettes des « barils de brut » (le pétrole n'est jamais vendu en barils, mais c'est comme çà qu'on cause). La précieuse huile passa de 2 dollars au début 70 à 4 dollars en octobre 73, ce qui fait beaucoup même en tenant compte de la dévaluation du dollar. Les arguments politiques avancés par les pays producteurs ne sont que des prétextes pour amuser les foules : quand bien même le portrait de Sadate eût été accroché dans toutes les chaumières hollandaises, Rotterdam, 1er grand port pétrolier européen, aurait néanmoins été boycotté. C'est à dire qu'il ne s'agit pas d'un pays visé, mais de la CEE toute entière (40 pour 100 du gaz naturel utilisé en France provient de Hollande).

C'est que les pays producteurs de pétrole commencent à réaliser quel atout fondamental ils détiennent, d'autant que les réserves pétrolières n'en ont plus que pour une vingtaine d'années au rythme de la consommation actuelle et des possibilités techniques d'extraction. Et ces pays, suite logique à l'histoire de la décolonisation, ne demandent qu'à se créer des bourgeoisies nationales et une infrastructure économique, n'en déplaisent aux métropoles occidentales. Ainsi le chah d'Iran, absolument pas concerné par la guéguerre pour l'Alsace Lorraine palestinienne, envisage de décupler le prix de son brut, de même l'équateur a procédé aussi à une sérieuse augmentation et le Canada pourrait bien en faire autant. Et le pétrole n'est pas l'unique moyen de pression, ainsi le Maroc, 1er producteur mondial de phosphates (la moitié du tonnage) décida le 9 novembre de faire passer la tonne de 15 dollars à 45 dollars. On voit tout de suite les incidences sur les prix de l'agriculture intensive occidentale qui ne tient qu'à coups d'engrais phosphatés.

CAPITAINE SHELL CAPITAINE ESSO

Pourquoi alors, les grandes compagnies, qui savaient tout cela mieux que personne, n'ont-elles cessé de pousser S la consommation, tout particulièrement en Europe ? Par imprévoyance ? Non : en vertu d'un savant calcul; on en trouve l'analyse très documentée dans « le nouvel enjeu pétrolier » de J-M Chevalier, qui connait les pratiques aussi bien que les théories du grand capitalisme américain, et particulièrement des multinationales pétrolières.

La stratégie de ces sociétés peut se résumer en peu de mots: il s'agit pour elles « d'organiser la fin du pétrole ». Pendant le peu de temps qui leur reste (20 ans), elles entendent tirer le maximum d'argent de l'industrie pétrolière afin de financer leur propre conversion, ce qui veut dire: afin de s'assurer le monopole des formes d'énergie qui prendront le relais du pétrole. L'application de cette stratégie s'est faite en deux temps.

Dans un premier temps, il s'agit avant tout pour les compagnies de « ferrer le poisson », c'est à dire de rendre l'Europe et l'Amérique du Nord aussi dépendantes que possible en matière énergétique. Ce sera chose facile jusqu'aux crises de 1970-71. Pendant les années 1950 et 1960, en effet, d'importants gisements sont mis en exploitation dans le golf arabo-persique et surtout en Lybie. Les couts de production baissent, de nouvelles compagnies, en tête desquelles l'Occidental Petroleum, entreprennent de casser les prix que le cartel des sept grandes sociétés (les «majors») a imposé jusque là dans le monde entier.

En apparence, il y a donc abondance de pétrole, une abondance fondée sur le pillage hatif, au prix d'un énorme gachis, des gisements lybiens entre autres, sur lesquels l'Occidental Pétroleum échaffaude une fortune colossale. Les nations européennes mordent à l'hameçon, accélèrent la fermeture de leurs houillères, renvoient le nucléaire aux callendes et se convertissent au pétrole. C'est que l'état français, par exemple, tire de chaque tonne de pétrole consommée un bénéfice (sous forme d'impots) 5 fois supérieur à celui des pays producteurs ; les sociétés pétrolières, de leur côté, encaissent sur chaque tonne 116 F de surprofit, à comparer aux 58 F que touchent les états exportateurs.

A partir de 1970, l'inévitable se produit : la situation se retourne, il commence a y avoir pénurie de pétrole et les « majors » se retrouvent en situation d'imposer aux pays consommateurs leurs conditions et leurs prix. Quand le colonnel Kadafi nationalise en 1970 la distribution du pétrole lybien, en réduit le rythme d'extraction (qui était insensé) et en fait augmenter le prix, on entend guère de protestations américaines. C'est que la principale victime «» de Kadafi est l'Occidencipale «victime» de Kadafi est l'Occidental Petroleum, ce casseur de prix. Les «majors» n'en sont pas fachés. Le gouvernement américain non plus.

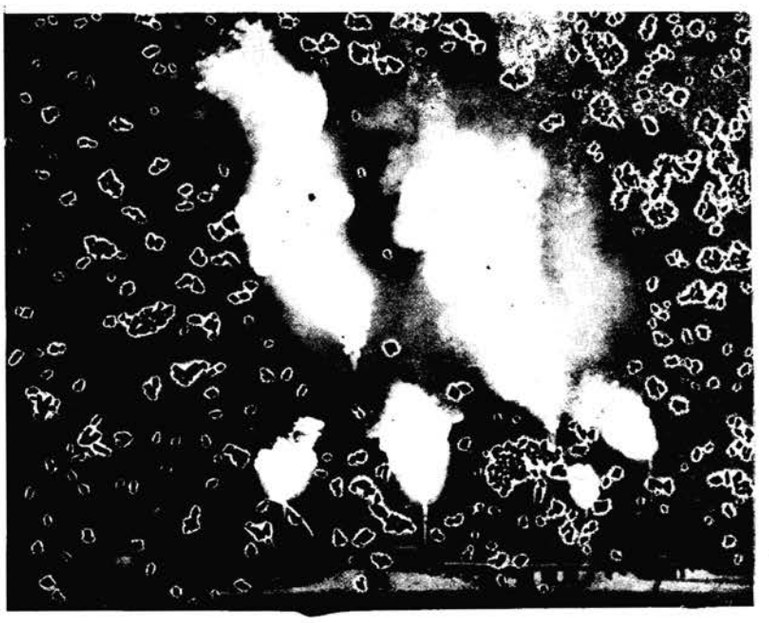
Tout comme les pays du Maghreb et du Golfe, en effet, les Etats-Unis trou-

vaient anormal que l'Europe, qui importe son pétrole, le paie moitié moins cher que les Etats-Unis, qui le produisent environ 2 dollars le baril contre près de 4 dollars pour le brut domestique américain. Les Etats-Unis, écrit J.M. Chevalier, «ayaient donc tout intéret à provoquer, en 1970, une forte hausse du brut non américain pour rééquilibrer leur propre situation, diminuer l'avantage commercial de leurs concurrents européens. et japonais et renforcer en outre la compétivité du brut américain. Il suffisait pour cela de provoquer un mouvement de revendication générale parmi les pays producteurs. Et ce n'est pas un hasard si c'est justement le chah d'Iran qui s'est fait le porte parole des pays producteurs réussissant à canaliser leurs revendications dans le sens souhaité par les Etats Unis, et provoquait une hausse du brut non américain miraculeusement égale à la différence qui séparait le brut du Moyen Orient du brut américain» . «Cet aspect de la crise a été complètement masqué par une mise en scène habile» : on faisait croire à l'opinion mondiale que les «majors» battaient en retraite face aux exigences des nations productrices, alors qu'en réaltté ces exigences étaient téléguidées de Washington.

C'est à dire si les espérances de création de bourgeoisies nationales sont précaires face aux multi nationales qui ont plus d'un tour dans leur sac. La hausse du brut en provenance du Golfe ne gênent pas ces chères petites qui sont toujours en avance d'une hausse à la revente. Et même les «majors» réussissent à faire investir dans les gisements américains les bénéfices des pays producteurs.

Pour les grandes compagnies américaines, les seules qui aient une stratégie à long terme, «organiser la fin du pétrole» , c'est donc cela : faire monter vertigineusement le prix du brut du Golfe; rendre ce brut si cher que l'exploitation de l'Alaska, celle du fond des océans, celle des schistes bitumineux du Colorado et des sables d'Athabaska, deviennent rentables. Rendre ainsi aux Etats Unis leur indépendance énergétique et, avec les bénéfices gigantesques tirés du peu de pétrole qui reste, préparer le nouveau règne du charbon, d'un charbon devenu moins cher que le pétrole et qui rendra leur suprématie aux Etats Unis. Ensuite, ce sera l'ére des énergies nucleaire, géothermique et solaire.

Il ne s'agit point là de vues de l'esprit. Déjà, nous dit J.M. Chevalier, les pétroliers américains controlent 48 pour 100 des réserves mondiales d'uranium; il leur a suffit de 2 ans pour racheter le tiers des gisements américains de houille. Il y a aux Etats Unis, à moins de 900 mètres sous terre, 5 fois plus de charbon qu'il n'y a de réserves de pétrole dans le monde. Et, quand le baril de brut vaudra de 8 à 10 dollars, l'extraction automatisée du charbon et sa distillation seront une affaire hautement rentable. L'Amérique aura alors retrouvée son autarcie énergétique, cependant que l'Europe et le Japon resteront tributaires du pétrole du Golfe, d'un pétrole qui (les Ytats Unis y veilleront) leur coûtera plus cher que le charbon distillé américain.



VERS L'AGONIE DU CAPITALISME EUROPEEN

Pendant ce temps, écrit J.-M. Chevalier, « l'Europe occidentale fournit l'image de l'irrationalité énergétique la plus totale ». Misant de façon incohérente sur le nucléaire, dont elle sous-estime les dangers, elle s'engage dans une impasse. « En matière gazière, la situation est proprement aberrante : l'Italie achète du gaz à la Hollande et construit pour l'acheminer, un gazoduc à travers l'Allemagne, pendant que celle-ci achète du gaz liquéfié algérien qui sera acheminé à travers la France qui, à son tour ,achète du gaz russe via l'Allemagne et l'Italie. Tout en construisant ce beau réseau de gazoduc, l'Europe hésite à acheter du gaz algérien (10% des réserves mondiales) au moment où les Etats-Unis offrent des contrats à long terme pour toute quantité de gaz qu'on leur propose ».

« Cette absence de politique énergétique ne peut surprendre dans un système économique qui est dominé par des firmes privées d'origine différente et où les citoyens mal informés, ne réagissent pas encore aux problèmes énergétiques. Ce n'est pas en laissant carte blanche aux sociétés privées (pétroliers en tête) que l'on pourra résoudre les vrais problèmes, ceux qui se posent déjà de façon dramatique aux Etats-Unis : la sécurité (en matiere nucléaire), la pollution la rçuction de la croissance, le controle de la demande ... On ne peut pas poser le problème de l'énergie sans le poser de façon politique. »

C'est un fait que le capitalisme européen est incapable de planification à long terme et plus une crise économique se précise, plus le capitalisme vit à la petite semaine, ne faisant que repousser au lendemain ses contradictions d'aujourd'hui. On ne joue impunément avec l'histoire, la dialectique économique réserve aux inconscients des retours de manivelle dont les penseurs politiques du moment (Massmer, Royer, Pompidou) n'envisagent même pas la possibilité dans leurs petites têtes.

LES LENDEMAINS QUI CHANTENT

Supposons donc (et c'est une supposition qui se confirme à l'heure actuelle) qu'un tiers des personnes qui envisageaient d'acheter ou de renouveler leur bagnole avant l'irruption de la crise pétrolière au grand jour, ne le fassent plus vu les nouvelles restrictions à la consommation et à la circulation. Cela implique donc une récession particulièrement grave dans l'industrie automobile et la métallurgie de transformation. Le processus actuel liant inflation et récession est appelé en jargon d'économiste « stagflation » et désigne un phénomène de crise économique où la nature du capitalisme révèle son vrai visage : l'écrasement économique du prolétariat.

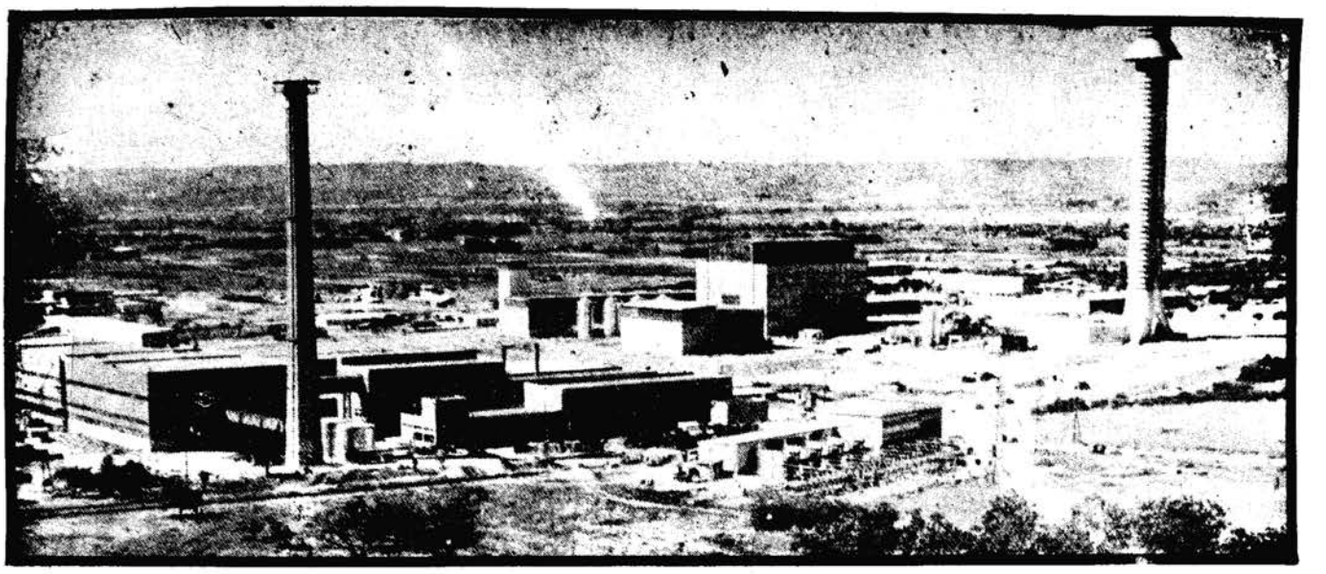
En effet, il faut s'attendre à une augmentation sans précédent du chomage déjà des mesures de mise à pied ont été prises à Peugeot et Citroen, déjà les technocrates de la CEE ont prévu le doublement du nombre de chomeurs en Europe pour l'année 1974.

Il serait erronné de croire que seul le petrole es wen cause, il s'agit d'un conflit économique ouvert par le grand Capital de l'industrie lourde ; ce grand capital est tenu par les multinationales américaines, les seules qui peuvent se permettre d'engager une crise économique mondiale qui ne peut en principe tourner qu'à leur seul profit (liquidation des petites sociétés nationales d'industrie lourde, cassage et asservissement de l'industrie légère).

Lorsque nous affirmons que le capitalisme va révéler son vrai visage qui est celui de l'asservissement répressif du prolétariat, nous sous-entendons que, dans la situation de baisse tendancielle du taux de profit dans la grosse industrie il s'engage actuellement un conflit entre l'industrie lourde (faibleprofit par unité de production, mais énorme profit car énorme production) et l'industrie légère (gros profit par objet manufacturé mais production moindre). L'économie spectaculaire marchande, dont l'idéologie a été bien étudiée par les situationiste (cf : La société du spectacle de G. Debord), est une production de l'industrie légère. Celle-ci, consciente du marché que représente le prolétariat utilise celui-ci à la fois comme producteur et comme consommateur. L'idéologie d'une telle économie repose sur : le salariat, la collaboration de classe, le libéralisme, la négociation syndicale sectorielle. Mais le développement d'une telle économie porte préjudice par les maigres avantages substanciels objectifs (salaires, conditions de travail) au taux de profit de l'industrie lourde. Celle-ci a laissé faire l'industrie légère jusqu'à un certain stade et compte tenu que ses prolétaires étaient essentiellement composés d'immigrés tenus hors du champ de la société dite de consommation. Mais les contradictions amoncelées (l'industrie légère ne planifie pas et fonce tous azimuts sur les marchés quite à les saturer) pousse l'industrie lourde à reprendre l'économie en main, d'autant plus que l'industrie légère ne fait pas le poids car elle dépend entièrement (par le capital, comme par les produits de base semi-transformés) de l'industrie lourde. A économie différente idéologie différente : étatisme, assujetion du prolétariat, répression anti-syndicale, impérialisme guerrier.

ACHTUNG !

Quand de pareils conflits éclatent entre l'industrie lourde et l'industrie légère lors de crises économiques graves et dans un climat de combativité prolétarienne, le grand capital prépare toujours sa solution ultime de rechange le fascisme. Et il n'est pas paranoïaque de croire qu'en France (et dans les pays européens les plus touchés), avec le développement d'un chomage important, les conditions économiques de passage au fascisme puissent être remplies un jour.



industrie nucléaire...

*A la suite de la « crise du pétrole » en Europe, programmée en direct des états-majors des multinationales de pétrole (les Majors) déjà imminente il y a quelques années ; le secteur nucléaire de l'énergie apparait comme rentable ou plutôt est promu par ces mêmes sociétés pour être rentable, avec les programme d'équipement des pays industrialisés en centrales nucléaires. Cela permet ainsi une extraction nouvelle et accrue de plus-value qui commençait à décroitre à cause de la résistance ouvrière, des investissements dûs en grande partie à l'équipement anti-pollution (dispositif de contrôle des raffineries) et des coûts élevés des matières premières.

...nouvelle source de pollution.

Déjà des groupes importants se sont lancés dans la construction de centrales nucléaires (secteur mécanique, secteur électro-mécanique et electronique, secteur bâtiment) mais sans un marché sûr (Général Electric, Westinghouse du groupe Mellon, Babcock et Wilcox, Combustion Engineering aux USA, Creusot-Loire, Babcock du groupe Paribas, CGE, SPIE Batignolles) Le cycle de trabsformation du combustible nucléaire en France (traitement des minerais d'uranium, transformation en oxyde, transformation en métal, fluorisation, séparation isotique et enrichissement, traitement des déchets, transport ...) est un secteur important (PUK et CEA en France).

PUK participe déjà à des recherches et exploitations minières au Canada, Gabon, Niger, par l'intermédiaire de participation : SMPM, CFMU (Compagnie Française de Minerai d'Uranium) COMUF Compagnie des Mines d'Uranium de Franceville (Gabon), SOMAIR.

...nouvelle source de plus-value...

EXXON et GENERAL ELECTRIC sont associés pour le développement de l'industrie de l'enrichissement de l'uranium.

Une guerre entre secteur pétrole et secteur nucléaire était donc entamée les secteurs pétroliers rachetant des brevets nucléaires qu'ils laissaient au « frigidaire » ; rachetant des mines d'uranium (en 1969 les multinationales du pétrole assuraient 15% de l'extraction d'uranium et contrôlaient 45% des réserves aux USA. Maintenant elles détiennent 90% des mines d'uranuim aux USA) afin de pouvoir commercialiser le pétrole et ses dérivés sans trop de concurrence. Ainsi elles avaient déjà assuré leurs arrières prévoyant qu'un jour le pétrole ferait défaut pour des causes politiques ou par épuisement naturel. En diversifiant leurs activités dans tous les secteurs de l'énergie, le monopole leur en était assuré. Il leur était possible de provoquer ainsi ka non-rentabilité d'un secteur afin de faire un transfert de capitaux du secteur non rentable vers le secteur devenu rentable et tout cela aux frais du prolétariat industriel.

Ainsi depuis quelques années au niveau mondial une nouvelle politique se dégage et qui apparait claire maintenant : les groupes pétroliers qui s'occupaient de tout le cycle du pétrole (recherche, extraction, transport, raffinage, distribution) rapatrient aux USA leurs profits tirés du pétrole du Moyen-Orient provoquant la crise, et les réinvestissant dans d'autres secteurs afin de diversifier leur base d'extraction de la plus-value : retour au charbon, schistes et sables bitumineux, mines d'uranium et de thorium, cycle du combustible nucléaire, construction de réacteurs nucléaires, énergie soliare, énergie géothermique.

En Europe, depuis 1972, une usine d'enrichissement de l'uranium est projetée par la Commission de Bruxelles «pour lutter contre les monopoles américains» (entre autre GULF). Deux projets s'affrontent : la diffusion gazeuse d' EURODIF (France, Espagne, Suède, Italie, Belgique) et l'ultracentrifugation d'URENCO (Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Pays Bas : la célèbre troïka), nécessitant tous deux une consommation importante d'énergie (2400 kwh-uts pour l'ultracentrifugation).

Fin aout 1973, l'UNIPEDE (Union Internationale des Producteurs et Distributeurs d'Electricité) regroupant des sociétés publiques ou privées de 22 pays, s'est réunie à La Haye pour son 16 ème congrès, constatant que le kwh nucléaire était maintenant compétitif, appuie le projet de construction de cette usine européenne «afin d'alléger la dépense énergétique de l'Europe à l'égard des pays producteurs de pétrole.

En décembre 73, le gouvernement français donne son accord pour la construction d'une usine d'enrichissement qui commencerait dès 1974, et serait située à Tricastin près de Pierrelatte où déjà PUK s'était chatgé de construire l'usine de séparation isotopique du CEA déjà existante. On peut parier qu'il participera à cette nouvelle construction.

De plus, le gouvernement vient d'annoncer à la suite des dernières mesures des pays arabes producteurs de pétrole qu'il serait urgent que les groupes pétroliers français (ELF-ERAP pour l'Etat et Total-CFP pour le groupe Paribas) investissent leurs profits dans le secteur nucléaire. En réalité le gouvernement ne fait que ratifier un état de fait : le groupe TOTAL-CFP participe déjà à l'exploitation du minerai d'uranium.

En juillet 73, le groupe TOTAL, par sa filiale « Compagnie Minière et nucléaire », le groupe PUK, et la CONTINENTAL OIL ont signé un accord sur la recherche d'uranium au Texas. Sur trois ans et demi, TOTAL et PUK pourraient acquérir chacun un intérêt de 25%, et 50% pour CONTINENTAL.

TOTAL prospecte en Mauritanie.

Ainsi sous prétexte d'indépendance énergétique, l'Europe est compromise à à voir s'accroitre le nombre des centrales nucléaires, des usines d'enrichissement du combustible, et du traitement du combustible usé, alors qu'elle est tributaire des USA (GULF. 1er fournisseur mondial de combustible pour réacteur à eau légère) et de l'URSS pour l'approvisionnement des centrales, qu elle dépend des pays producteurs d'uranium qui commencent à vouloir contrôler leurs mines par des nationalisations ou participations dans les sociétés d'extraction, que les problèmes écologiques demeurent :

PUK et TOTAL se sont associés pour la recherche de minerai Australie.

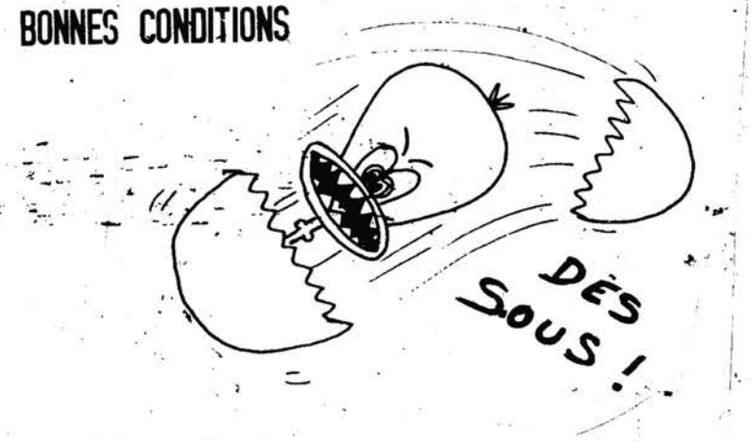
• POLLUTION THERMIQUE : Le rendement thermique des centrales nucléaires étant en moyenne de 30% (40% pour les centrales au fuel) 70% de l'énergie dégagée par les réactions de fission est rejetée sous forme de chaleur (ce que les physiciens appellent la « tragédie de l'énergie ») dans les biotopes des êtres vivants dont nous sommes solidaires (destruction des conditions physiologiques optimum de vie des poissons dans les rivières par élévation de la température).

PUK détient 51% de la société EUROFUEL pour l'élaboration du combustible nucléaire.

• POLLUTION CHIMIQUE ET RADIOACTIVE : les produits finaux de la réaction sont chimiquement nouveaux et radioactivement dangereux, donc toxiques pour les organismes vivants. Ceux-ci dispersés dans l'atmosphère ou les eaux d'écoulement et d'infiltration par les fuites de fonctionnement et par l'insoluble problème des déchets radioactifs qui s'accumulent d'abord dans des fûts (qui se fissurent sous la pression des réactions s'y produisant encore, voir les fûts fissurés de Saclay) puis dans les organismes vivants et, par le multiple jeu des chaines alimentaires, dans l'espèce humaine où ces corps continuent à casser les gènes et produisent des mutations en majorité défavorables.

Le Capitalisme international à la recherche de nouveaux profits nous amène à la barbarie (guerre du pétrole au Biafra, au Moyen-Orient, destruction du biotope). Il est dans la merde, enfonçons le ! Pour cela la liaison la coordination, l'action au niveau international est nécessaire. La solidarité de classe doit jouer pour barrer le passage à la barbarie capitaliste. Pour la construction du pouvoir international des conseils ouvriers.

SI LE JOURNAL A TANT DE RETARD C'EST PARCE QUE LES MOYENS TECHNIQUES MANQUENT POUR LE REALISER DANS DE BONNES CONDITIONS



URUGUAY : APRES LE COUP D'ETAT

CI-DESSOUS, UN TEXTE DE NOS CAMARADES DE LA R.O.E., ECRIT APRES LE COUP D'ETAT DE BORDABERRY ET LA DICTATURE QUI S'ENSUIVIT. TEXTE QUI DRESSE UN BILAN DE LA SITUATION, TROIS MOIS AVANT LE PUTSCH FASCISTE AU CHILI.

Avec la fin de la grève le 11 juillet une étape de la lutte de notre peuple pour sa libération se termine : une nouvelle étape d'affrontements s'ouvre avec d'autres caractéristiques.

1) LE COUP D'ETAT DU 27 JUIN.

Le coup d'état du 27 et la série de décrets, discours et brutalités qui ont suivi constituent un accroissement du processus répressif; depuis 66 la répression chaque fois accrue est la réponse des secteurs dominants aux revendications populaires. L'Uruguay capitaliste dépendant n'en peut plus, alors les exploiteurs essaient de faire durer les structures caduques en réprimant et en augmentant l'exploitation du peuple.

Le projet politique des commandements civils et militaires peut se résumer à : plus de misère, plus de répression.

L'incorporation des Forces Armées dans l'appareil d'état bourgeois accentue les traits autoritaires du régime.

2) LA REPONSE POPULAIRE.

Ce projet réactionnaire et autoritaire a soulevé une fois encore, la résistance de notre peuple, qui a montré sa résolution de lutter pour sa liberté sa dignité et son niveau de vie.

Au coup d'état du 27 la classe ouvrière organisée, suivie de très larges secteurs de la population, a répondu par une grève générale de 15 jours. Malgré la répression, les emprisonnements, les assassinats, la campagne de terreur officielle déclenchée par la radio et la TV, l'interdiction de la CNT (1), les ouvriers et le peuple ont organisé la résistance, fait circuler des milliers de tracts, occupé les usines.

3) LES ESSAIS DE DIVISION DES MILITAIRES ONT ECHOUE.

Les mêmes qui réprimaient dans la rue et mentaient dans les communiqués officiels ont essayé de diviser le mouvement ouvrier. Ils ont essayé de dialoguer avec les militants de la ROE exploitant les désaccords qui existent entre la ROE et la direction réformiste majoritaire de la CNT (2). Cette provocation a échoué car nous ne discutons pas des désaccords au sein du mouvement ouvrier avec les bourreaux de la liberté et les ennemis de la classe ouvrière.

4) LIMITES ET FAIBLESSES DE LA REPONSE POPULAIRE.

Malgré l'effort extraordinaire, la grève générale a montré les limites qui pèsent sur le mouvement ouvrier et le rôle négatif des concessions et des pratiques réformistes.

Le pacifisme, le ramolissement des formes de lutte, la confiance dans la légalité et les institutions bourgeoises prônées constamment par les réformistes ont pesé négativement alors qu'étaient indispensables l'action directe, la dénonciation et le châtiment des traitres et des jaunes.

5) LA CONFUSION QUANT AUX OBJECTIFS DE LA GREVE.

La grève générale a été une grève de résistance, c'est à dire une grève pour empêcher les buts réactionnaires de la dictature de s'accomplir.

La grève s'inscrit dans une étape de la lutte de classe que - depuis le mois de février - la ROE avait défini comme une étape de résistance stratégique. Ce qui veut dire que nous partons d'une constatation objective : c'est l'ennemi de classe qui a l'initiative. Notre accumulation de forces se fait en résistant à des attaques sur le plan du salaire, des libertés, de l'enseignement.

Cette résistance stratégique n'exclue pas des offensives tactiques pour l'obtention d'objectifs concrets qui affaiblissant la politique réactionnaire et fortifient les instruments de lutte du peuple.

Les communiqués 4 et 7, drapeau démagogique des Forces Armées en février, ne sont pas - comme nous le dénonçions alors - l'expression de contradictions profondes au sein de l'appareil de domination. La vraie contradiction dans notre pays est celle qui oppose exploiteurs et exploités. Nos affirmations de février sont donc confirmées par les évènements actuels et le contenu social de la gestion politique des Forces Armées.

Dans cette situation, le fait qu'après 8 ou 10 jours de grève, la direction réformiste de la CNT continue à alimenter des illusions sur « ceux qui impulsent les communiqués 4 et 7 » (comme disait les tracts du 5 juillet de la Commission de Montevideo) a semé de grandes confusions.

La confusion a été provoquée aussi par la condition préalable à toute négociation avec le gouvernement : la démission de Bordaberry ; et ceci en pleine offensive réactionnaire. Cette position impossible à maintenir, a contribué à confondre les secteurs les moins conscients et plus vacillants du mouvement syndical. Qui pouvait considérer accessible par la grève la consigne de démission de Bordaberry quand les locaux syndicaux étaient occupés par l'armée, les dirigeants emprisonnés ou recherchés, les travailleurs assignés à se présenter au travail ?

Les illusions semées par les réformistes ont eu des effets très négatifs. « Ceux qui impulsent les communiqués 4 et 7 » sont les mêmes qui aujourd'hui tabassent, emprisonnent, mentent par la radio et la TV, essaient de détruire les syndicats de classe et favorisent les jaunes. C'est les mêmes qui ont torturé des milliers d'uruguayens, qui soutiennent avec leurs armes la politique de Bordaberry qui dépouille le peuple et qui livre la souveraineté nationale.

6) L'ARRET DE LA GREVE.

Malgré ses limites, la grève s'est maintenue deux longues et dures semaines.

Comme il en a été informé à la « Messa Representativa de la CNT », la grève a provoqué des essais de transaction de la dictature. Selon ces informations il y a eu des entrevues au cours desquelles les représentants du gouvernement vacillaient et commençaient à discuter certains points. Au milieu de ces négociations il a été décidé l'arrêt sans conditions de la grève avec le vote contre de la Fédération de la Boisson et le syndicat de FUNSA. (3)

Nous pensons que l'arrêt de la grève a été une erreur tactique. Cependant les conclusions doivent analyser en priorité les points soulevés ci-dessus : les limites du légalisme et du pacifisme ; l'analyse incorrecte de l'étape actuelle de la lutte de classe et les expectatives créées autour des communiqués 4 et 7.

7) APRES L'ARRET DE LA GREVE L'ENNEMI INTENSIFIE SON OFFENSIVE.

Les emprisonnements de personnalités politiques et de militants syndicaux se multiplient : plus de 5000 prisonniers politiques et syndicaux sont amenés au CILINDRO (stade ouvert). La répression s'étend aux étudiants.

Ils essaient de détruire les organisations syndicales de classe et favorisent les jaunes et la collaboration de classe. Les patrons licencient massivement les militants, et le gouvernement laisse supposer l'incorporation de travailleurs au Conseil d'Etat créé par le coup d'état pour remplacer le parlement.

LES TACHES ACTUELLES :

LA RESISTANCE VAINCRA !

La dictature n'a plus d'autre soutien que ses armes. La grande majorité du pays est contre ainsi que les principaux partis politiques.

Elle pourra confondre et tromper quelques uns mais ce sera pour peu de temps car la dictature n'est pas en condition d'offrir autre chose aupeuple que la misère, l'augmentation des prix, le chômage croissant.

Déjà dans les usines, les banques, les bureaux, les quartiers, les gens se demandent que faire ? Comment recommencer la lutte contre la dictature ?

LA RESISTANCE OUVRIERS-ETUDIANTS APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS. HABITANTS ET ETUDIANTS A ACCOMPLIR LES TACHES SUIVANTES :

1) Renforcer et réorganiser les organisations syndicales de classe. Regagner les secteurs plus vacillants de la classe à travers la lutte pour des objectifs clairs, concrets, compréhensibles et possibles à atteindre par la lutte.

2) Combattre énergiquement toute conception de collaboration de classe et tous les jaunes. Refuser de participer à n'importe quel organisme de la dictature. Dénoncer et flétrir ceux qui, usurpant la représentativité de la classe ouvrière, participent dans des organismes de conciliation de classe et de dictature.

3) Canaliser de façon organisée et avec une perspective politique les sentiments de rébellion spontanée qui existent dans de larges secteurs populaires.

4) Impulser la plus large unité d'action avec tous ceux disposés à lutter contre la dictature.

« Le gouvernement oubliait que les orientaux avaient juré une haine éternelle, irréconciliable à toute tyranie. »

José ARTIGAS.

TYRANS TREMBLEZ !

R.O.E.

(1) - CNT : Confédération Nationale des Travailleurs, syndicat unique.

(2) - La direction de la CNT est assurée par le Parti Communiste.

(3) - FUNSA : usine de pneu dont le syndicat est contrôlé par la ROE ; un des responsables syndicaux, notre camarade Leon DUARTE a été arrêté et sauvagement torturé.

La Résistance Ouvriers Etudiants (R.O.E.) est la tendance anarchiste structurée à l'intérieur de la CNT, depuis 1969. La ROE contrôle les syndicats de la FUNSA et de l'imprimerie et exerce une très forte influence dans les syndicats de la santé F.U.S. ; l'Université du Travail, TEM (articles électro-ménagers), PEPSI et chez les employés de banques.

La ROE dispose aussi d'une branche armée : l'Organisation Révolutionnaire Populaire 33 (O.P.R. 33) qui a longtemps assuré l'infrastructure clandestine des Tupamaros.

chili

Ci-dessous des extraits d'une lettre envoyée du Chili et qui donne un certain nombre d'informations vécues sur la situation.

...Il y a de la censure dans le courrier. Il n'est pas possible d'envoyer des informations en dehors des nouvelles officielles. Je ne pourrais rien envoyer s'il fallait les envoyer par la poste. C'est pour cela que j'ai pris un moyen plus difficile, mais le plus sûr.

Comme je te le disais je ne travaille plus à l'Université. Les portes étaient fermées pour tous ceux qui n'ont pas une absolue confiance des militaires.. L'Université est dirigée par un recteur délégué, le général J.C.Ruiz Danjean, qui annule toutes les attributions qu'il est possible de concevoir dans une Université ! Il disent qu'il y a autonomie universitaire ! Des universités sont fermées (l'université catholique, celle du Chili, l'université de Sociologie, d'économie, de psychologie). Aujourd'hui, il n'y a que quelques facultés de l'université du Chili qui fonctionne. La Sede Oriente de l'université du Chili, est fermée parce qu'elle est considérée comme « marxiste ». Et il n'y a que les dernières années, ceux qui préparent des diplomes qui sont « semi-ouvertes » parce que les portes sont fermées ; mais on peut voir tous les jours beaucoup de gens face à la porte, dans la rue. Chaque élève de ces cours doit s'inscrire, et s'il n'est pas considéré comme dangereux il peut finir ses cours. Il leur est «demandé» de ne pas parler à personne, de ne pas former de groupes. Sortis des cours, ils ne doivent pas « déambuler dans l'université » et rentrer à la maison. Ceux qui n'obser-

GRECE LIBERALISATION PRETENDUE FASCISATION REELLE

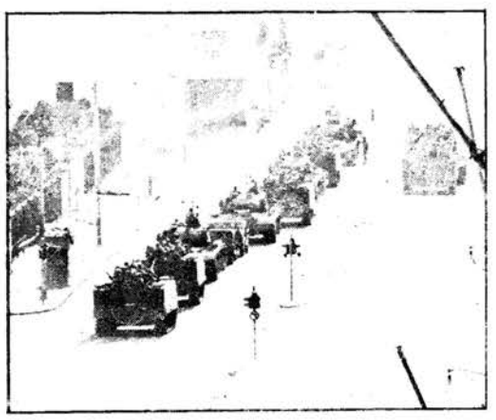
Les émeutes qui ont éclaté à la mi-novembre à Athènes, ont fait s'écrouler avec fracas le mythe de la libéralisation du régime (d'après la fin de la révolution) sur laquelle Papadopoulos faisait campagne depuis plus d'un an.

La dictature militaire instaurée en Grèce par Papadopoulos après avoir mis de l'ordre ne pouvait se perpétuer plus longtemps en ne reposant que sur la seule puissance de l'Etat d'exception : c'est pourquoi le régime des Colonels s'est garganisé ces derniers mois de promesses de rénovation du régime.

La répression qui, après le 16 novembre, s'est abattue sur la Grèce a montré clairement qu'il n'a jamais été question pour la partie de la junte partisane de « la libéralisation » d'en finir avec la dictature, mais bien plutôt de substituer à la dictature militaire une dictature « civile et fasciste ». En effet, lorsque la bourgeoisie, gravement menacée dans ses intérêts, ne peut avoir directement recours au fascisme (étant incapable de se donner une base de masse), elle a recours aux militaires qui instaurent la dictature en faisant un coup d'Etat.

Cette dictature n'est toutefois que très transitoire (car reposant seulement sur l'état d'exception sans aucune caution populaire, la stabilité du régime établi est fort précaire). Il est donc nécessaire pour la bourgeoisie de transformer au bout d'un certain temps la dictature en état fasciste faute de voir le régime renversé.

C'est ce que Papadopoulos tentait en Grèce, en essayant d'établir un pouvoir civil, avec constitution, élection, etc....



A l'établissement d'un tel régime, un condition était indispensable : l'appui d'une partie au moins des travailleurs, afin de pouvoir faire fonctionner les structures de collaboration de classe, seul garant d'une certaine stabilité du régime. C'est là le sens de toute la campagne sur la libéralisation du régime, acquérir cette base de masse.

Et c'est là aussi que la tentative de fascisation du régime a échoué. Il est clair en effet que le peuple grec n'a jamais été dupe quant aux volontés réelles de la junte (et le taux d'abstention aux élections de juillet : 69 pour 100), comme il est clair que les travailleurs grecs étaient prêts à exploiter chaque concession du régime, aussi faible soit-elle. C'est ainsi que lors des manifestations du 16, le laps de temps laissé par la junte entre leur début (l'école polytechnique était occupé depuis 2 jours) et leur répression s'explique par le fait que, voulant tenter de conserver sa nouvelle apparence : le libéralisme, la junte ne pouvait se permettre d'intervenir, alors que les travailleurs, de leur côté, étaient disposés à exploiter au maximum toutes les failles de la dictature.

Ainsi, à partir du moment où Papadopoulos avait décidé d'avoir recours à l'état d'exception contre les travailleurs, il avait renoncé par là à la fascisation du régime.

Et de fait, la prise du pouvoir par le Général ne faisait qu'entériner ce fait et n'était que l'exploitation par une autre tendance de l'armée. Malgré la libération démagogique de prisonniers le jour du coup d'état, la politique du général ne présentait aucune innovation par rapport à celle de Papadopoulos : le projet de fascisation du régime n'étant que différé, car il ne peut y être renoncé si le régime ne veut pas être renversé.

Il est d'autre part clair que la stabilité de la nouvelle dictature militaire est d'ores et déjà fort précaire du fait de l'importance de l'opposition qui s'est révélée le 16 novembre (le très officiel ministère de l'intérieur grec parle en effet de dizaines de milliers de manifestants alors qu'Athènes compte moins de 2 millions d'habitants, et qu'il y a des risques énormes à manifester).

Pour nous, il est plus que jamais nécessaire de soutenir les travailleurs grecs.

Face à la vague de répressions qui s'abat actuellement sur le pays, mais face aussi au fait que l'opposition ayant pu prendre conscience de sa force, que le régime militaire ayant dû retourner à l'ancien système de gouvernement par le seul état d'exception, s'est affaiblit, de nouvelles perspectives s'offrent au mouvement révolutionnaire.

---

chili

vent pas ces règles sont qualifiés de marxistes. Le jour où un éminent professeur rentra à l'université pour reprendre ses cours il fut arrêté avec sa secrétaire (les 2 sont PC) et emmené au Stade National, où ils restèrent 15 jours.

A l'hôpital José Joaquin Aguine, le personnel fut exposé des heures en plein soleil, les militaires cherchaient des armes et des « délinquants marxistes ».

Les charges d'accusation sont par exemple : « gauchisme marxiste » ; « extrêmiste activiste » ; « extrémiste dangereux ». Même eux ne peuvent expliquer ces qualificatifs. Un ami médecin fut « suspendu » pendant qu'il opérait. En vérité il

[illegible] de leurs cours.

C'est la chasse aux intellectuels, un psychiatre a été torturé à l'école militaire. Les médecins sont obligés de signer des certificats de mort d'avance. Tous les médecins sont sous contrôle militaire. Vive la Liberté ?

Dans les administrations, les usines, des centaines de personnes sont licenciées. A coté du nombre d'étudiants qui n'ont pu continuer leurs études, il y a une énorme quantité de chomeurs. Dans l'Université de Concepcion dans le sud, ils ont publié la liste des étudiants qui pouvaient revenir, dans le journal : il en manque un très grand nombre..

La situation réelle n'est pas connue par une bonne partie de la population. Dans Santiago même, dans les quartiers aises les gens vivent

Suite p. 13

JE REFUSE L'ARMEE

Daniel Pinos est insoumis depuis le 3 décembre, la lettre ci-dessous explique les motivations qui l'ont poussé à le devenir. Malgré le fait qu'il soit pour l'instant toujours en liberté, nous pensons que dès à présent, il serait intéressant de populariser la lutte qu'il entend mener.

Il est important qu'avant une éventuelle incarcération, l'information circule, elle doit précéder obligatoirement toute mobilisation à son sujet. De façon à pouvoir coordonner toutes les initiatives à son sujet, nous vous demandons de nous faire part le plus rapidement possible des idées ou des propositions d'action que vous envisageriez ; d'autre part, il doit bien être entendu que tout soutien doit être développé sur les bases définies dans sa lettre par notre camarade.

Toute correspondance : Coordination LYON - H.L., B.P. 543 LYON Cédex 1.

Monsieur le Ministre de la Guerre,

Je vous informe par la présente lettre que, après avoir reçu une notification de la Commission Juridictionnelle me refusant l'obtention d'un statut d'objecteur de Conscience, je devais être incorporé le 3 décembre 1973 au CI Arme Blindée de Cavalerie à Carpiagne dans les Bouches du Rhone.

Pourquoi ne m'y suis-je pas rendu ? Je suis ouvrier et communiste libertaire, aujourd'hui où les luttes contre l'exploitation capitaliste du travail se développent dans les entreprises (Lip, Cerisay, Laminoirs d'Alsace ,....) et où les travailleurs montrent leurs capacités à s'organiser eux-mêmes (décisions en assemblées générales, commissions regroupant l'ensemble des travailleurs), remettant en question les fondements mêmes du système capitaliste et montrant que nous n'avons pas besoin de patrons ; je ne peux objectivement pas me séparer des travailleurs, mes frères de classe pour aller servir les intérêts d'une patrie qui n'est pas la mienne (intérêt d'ailleurs qui s'opposent directement à ceux des travailleurs).

En effet, jusqu'à aujourd'hui j'avais légalement la nationalité espagnole, étant né de réfugiés politiques espagnols, ce qui ne m'a pas empêché de refuser les sollicitations de vos autorités pour servir dans votre armée. Bien que de par mes origines, me sentant profondément espagnol, je ne reconnais pas pour autant en l'Espagne ma patrie, ma seule patrie étant la révolution.

Ainsi je ne refuse pas le fusil, mais ceux qui veulent me le faire porter, car les travailleurs ne parviendront à se libérer du joug capitaliste et construire une société véritablement égalitaire qu'en engageant une lutte armée et organisée en milice ouvrière contre l'Etat et son principal pilier, l'armée. Le peuple en armes annihilera de cette manière tout sursaut de la bourgeoisie.

Mais c'est dès aujourd'hui, dans nos luttes dans nos usines, dans nos écoles, dans nos quartiers que nous montrerons notre force et notre capacité en prenant collectivement nos affaires en main (l'exemple de la lutte des travailleurs de LIP, aura fait courir un vent de panique au sein de la bourgeoisie en démontrant qu'avec le soutien de la population, les travailleurs pouvaient s'autoorganiser et remettre en marche leurs usines, fabriquer, vendre, se payer). Ces luttes de classes amenant l'organisation autonome du prolétariat, déboucheront sur un projet anti-autoritaire global qui comprend la disparition de la société de classe et la destruction de l'Etat, pour l'instauration de l'autogestion généralisée.

Je refuse l'armée qui de tous temps a été au service du capitalisme qu'il soit privé ou bureaucratique. L'armée vise la dépersonnalisation de l'individu par le port de l'uniforme, les brimades, les ordres stupides et l'oppression idéologique de la jeunesse (de façon à ce qu'à la sortie on obéisse au patron comme on obéissait à l'adjudant).

Je refuse l'armée qui est un véritable appareil engloutissant plus de 20% du budget national (400 milliards de francs) chaque année, portant atteinte au budget des secteurs défavorisés (la Santé, les vieux, les inadaptés ...) qui ne sont pas ou très peu financés.

Je refuse l'armée qui expulse les paysans de leurs terres, les privant de leur unique ressource provoquant ainsi leur exode (Larzac, Canjuers). et installe les militaires d'autres pays, venus s'entrainer à la répression des mouvements populaires (I.R.A. et résistance irlandaise ...).

Je refuse l'ramée qui détruit l'environnement (fort de Montevrault, Capcir,...) et pollue l'atmosphère par ses essais nucléaires, mettant en danger par ses retombées radio-actives des populations entières.

Je refuse l'armée qui réprime les peuples tchadiens, antillais,... qui s'insurgent contre leurs gouvernants fidèles alliés de l'impérialisme français.

Je refuse l'armée française 3 ème marchande de canons mondiale ; passant des accords militaires avec la Grèce, l'Espagne, le Chili, le Brésil, pays aux dictatures fascistes. A propos du Chili, les récents évènements de septembre, nous démontrent qu'en s'appuyant sur des institutions bourgeoises et l'armée, un gouvernement d'Unité Populaire ne peut que favoriser un coup d'état fasciste et le massacre de milliers de travailleurs.

A l'heure actuelle, de plus en plus de jeunes refusent de devenir de la chair à canons, seulement 3% de pertes de matériel sont autorisés, alors que les pertes en hommes peuvent s'élever jusqu'à 7% dans la période actuelle. Malgré vos récentes déclarations à l'assemblées et les révélationd de la presse concernant un « bulletin militaire de renseignement sur l'ennemi intérieur » qui signifient la volonté du pouvoir d'engager une vaste offensive militariste, il y a de plus en plus de déserteurs, d'insoumis, d'objecteurs, tandis que les luttes dans les casernes se développent, bien que la presse, la télé, la radio, ne donnent aucune information sur ces luttes, Les appelés remettent en question l'autorité, le rang hiérarchique des gradés et le rôle répressif que l'Etat et les patrons veulent leur faire jouer contre les travailleurs. Toutes ces luttes contre l'armée font se remplir les bagnes et les prisons militaires (1000 jeunes en moyenne chaque année sont incarcérés), les conditions de détention souvent inhumaines provoquent le suicide de plusieurs appelés.

Vous avez déclaré récemment que l'armée était le dernier recours de notre société libérale. L'exemple du Chili nous montre toute l'ampleur que prennent ces paroles : assassinats, emprisonnements, déportationd, tortures, ...). Ceci démontre quel est le rôlr véritable de l'armée ; l'armée ce n'est pas le fruit du hasard, car en démontrant ses effets néfastes, nous nous aoercevons qu'elle est là pour maintenir le sxstème étatique.

Les rapports d'autorité et de hiérarchie qui règnent à l'armée se retrouvent d'ailleurs dans la société (autorité du père, de l'instituteur, du patron). L'armée reproduit les mêmes structures que l'Etat (hiérarchie, disciplines), en posant le principe de son existence, nous posons celui de l'existence de l'Etat, à ce sujet ceux qui croient en la nécessite d'une armée dite populaire démontreront plus tard dans la pratique qu'ils sont prêts, comme leurs prédecesseurs à cautionner l'écrasement de mouvements populaires sortant de leurs schémas (Commune de Cronstadt en URSS, Aragon-Catalogne libertaire en Espagne, Tchécoslovaquie en 68, Commune de Changaï en Chine.)

La destruction de l'Etat et de son principal pilier, l'armée, passe nécessairement par l'armement du prolétariat ; l'instauration de la démocratie directe par les conseils ouvriers passe par la destruction du capital.

Pour moi, la lutte antimilitariste est un front de lutte remettant en cause directement les structures étatiques.. Je refuse d'être l'éxécutant du capital contre les travailleurs ; pour moi, lutter pour la paix c'est lutter contre l'armée du capital, en détruisant le capital, nous abolirons l'armée.

Je me déclare enfin solidaire de tous ceux qui luttent pour l'abolition de l'armée : appelés, déserteurs, insoumis, objecteurs et de tous ceux qui luttent pour la destruction du capitalisme et l'avènement d'une société socialiste autogérée dans les usines, les écoles, les quartiers.

Recevez, Monsieur, mes salutations les plus insoumises.

D.P.

bientot les documents rouge et noir édités par l'organisation révolutionnaire anarchiste

questions sur la révo-lu-tion.

d'A. KRIVINE

(tout un programme..!)

CCP FRONT LIBERTAIRE 33 907 40 LA SOURCE

L'ancien candidat de «l'Ex-Ligue» a rédigé en prison ces « Questions sur la Révolution ». Malheureusement elles n'apportent guère d'éléments nouveaux à notre analyse du trotskysme. Celui-ci apparait après la lecture du livre comme un projet à peu près cohérent reposant sur des prémisses qui nous sont étrangères. En fait, en ce qui concerne le passé, Krivine s'en tire par un certain nombre de pirouettes idéologiques et des silences. Le silence sur Kronstadt est particulièrement inquiétant en particulier. Une fois de plus on peut se poser la question de savoir si oui ou non les trotskystes recommenceraient une même opération, quelques soient les soit-disant « conditions objectives ». Le mérite de l'idéologie trotskyste est qu'elle repose sur un système fermé (caractère d'ailleurs commun à toutes les idéologies), il n'y a pas de contradictions au niveau du discours, les références soigneusement sélectionnées sont rigoureusement logiques. La faille ne peut apparaitre de l'intérieur. Le développement considérable qu'a pris l'histoire du mouvement ouvrier depuis quelques années rend cependant de plus en plus précaire le système. Kronstadt n'a jamais été ce que Lénine et Trotsky ont voulu faire croire. Le stalinisme ne peut plus s'expliquer qu'à travers la « Révolution Trahie »... Enfermé dans sa construction, Krivine, est incapable de saisir la situation actuelle. La partie «constructive» de son livre n'est dès lors plus qu'une synthèse du programme de l'ex-L.C., c'est à dire le produit de ce système. Le mouvement autonome des masses, les formes de lutte adoptées par elles ... n'y sont concues que sous l'optique avant-gardiste classique. Notons l'effort méritoire - nous n'en doutons pas - pour tenter d'intégrer quand même des notions nouvelles - réduites ici et là à l'état de mots -, telles qu'autogestion. Celà sent la peinture fraiche, mais ne peut cacher le vieux vernis !

Rendons cette grace à Krivine qu'il nous rend un fier service ! Le mythe « ex-L.C. » qui fleurit de temps à autre chez quelques militants fatigués ne va pas en ressortir grandit.

solidarité

chili

sans soucis, le 11, ils chantaient dans les rues, ils faisaient retentir le klaxon de leur automobile ; aujourd'hui ils se félicitent de leur sort ; l'inflation ne les touche pas, ils ne savent pas ce qui se passe dans les faubourgs populaires où la faim règne. Les soldats sont extrêment durs avec le peuple, ils n'ont pas extrêmement durs avec le peuple ; ils ne se posent pas de problèmes pour détenir pendant des heures battre ou même tuer. Mon employée qui vit dans un quartier populaire me racontait que tous les matins il y avait des morts entassés au bord du chemin sur un coté du cimetière. Je ne le croyais pas, et un jour que je passais par là, je vis. Les gens des hauts quartiers n'ont pas idée de tout cela. Les morts sont laissés là par les militaires durant des heures. On traite d'extrémistes ou bien simplement de délinquants ceux qui ont été exécut×s sans autres formes de procès.

Un ami français qui vit dans un quartier aisé ne connaissait pas le stade National. Il est fortement surveillé. Pendant toute la journée, il y a une multitude de gens qui attendent des nouvelles de leurs familiers détenus ... La senora P... qui a été détenue environ 15 jours dans ce stade vit comment ils torturent et violent les femmes à l'aide d'un psychologue de l'hopital J.J. Aguire. Un médecin qui est aujourd'hui réfugié dans une ambassade racontait que durant au stade, il fut sorti deux fois pendant la nuit et ils firent semblant de le fusiller avec d'autres détenus. Il en sortit dans un état lamentable.

La situation est la même dans chaque province où la délation et l'horreur sont inconcevables.

La junte est extrêmement préoccupée de son image de marque à l'étranger. Les gens des classes aisées écrivent à leurs amis dans les autres pays leur racontant qu'ici tout va bien et que tout le reste c'est des histoires.

Chaque jour nous apprenons la torture, l'humiliation, la mort de camarades et d'amis. Au dòut je ne pouvais écrire car j'étais abattu. Maintenant ce n'est plus la même chose je ne suis plus seulement abattu mais surtout écoeuré. Parmi la population, les choses sont encore pires. L'écoeurement est plus fort car actuellement commence à se faire sentir la faim. Actuellement on commence à espérer que la surveillance se relache ...

Si en 1967 l'orientation politique du MIR pouvait être qualifiée de « guévariste », depuis la mort du Che les courants trotskistes et libertaires sont allés toujours en se renforçant.

La dernière année de l'Unité Populaire a vu le courant libertaire progresser en particulier à travers l'expérience des Cordons Industriels et des Conseils Paysans, structures autonomes des masses. Ainsi nos camarades étaient bien implantés au campement « Camillo Cienfuegos » à Puerto-Monte et dans la région où ils préparaient l'édition d'un journal paysan, parmi les travailleurs du port de San Antonio, les ouvriers du bâtiment de toute la zone de Talca, et avaient créé leurs propres communes paysannes comme la « Tunku » et «Asspa Sumay» dans la province de Tarapaca, ou encore la commune de travail « Pedro Kropotkin » à Loja dans la province de Bio-Bio, et dont un des fondateurs Eustaquio VALLS a été assassiné par les fascistes le lendemain du coup d'état.

***

OU EN EST LA RESISTANCE ?

Si des foyers de guerillas « rurales » existent (région de Nuble, Orsòno, Talca, Puerto Novo, Temuco, Cautin, Antofagasta...) ils se heurtent à un terrible obstacle : la configuration géographique du pays. Ainsi les Andes chiliennes culminent à 6000 m avec des zones de hauts plateaux à 3000 m, où il est pratiquement impossible d'établir des foyers de partisans. Actuellement les camarades tentent de se regrouper dans les villes et villages et misent d'avantage sur des actions à caractère de masse (blocage de la production ...) appuyées d'actions de commandos (sabotages, attentats contre les fascistes ...) que sur la formation de bases de guérillas facilement réduisibles par l'armée.

***

Selon une information non confirmée, le Parti Communiste Chilien aurait éclaté : une très importante fraction rejoignant en partie les thèses du MIR, se prononçant pour la lutte armée et rompant avec la pratique réformiste du parti pendant l'Unité Populaire (respect de la légalité, anti-gauchisme virulent, etc.,).

O/CHILI ... INFO/CHILI ... INFO/C

MIL ... MIL ...

suite de la p2

Les radios et la télévision sont restées muettes sur l'évènement.

Une lettre a été adressée aux principaux partis et organisations sans plus de résultat.

Une conférence de presse avait été organisée à la Mutualité au début décembre : un seul journaliste s'est dérangé !

Alors qu'en Espagne tout le monde s'accorde sur l'importance extrême du procès, tout se passe En France comme si les organisations de gauche se moquaient éperdument que des révolutionnaires soient torturés, jugés et fusillés. On ne supporte guère la critique chez nous, ces révolutionnaires-là n'entrent pas dans aucune des catégories « officielles » et ne concernent personne.

Ce n'est pas nouveau car déjà en 1963, deux militants libertaires espagnols DELGADO et GRANADOS furent garrotés dans la plus grande indifférence.

Les positions prises par l'ex-MIL en acquièrent un éclairage nouveau et leur critique radicale des organisations traditionnelles se trouve confirmée avec éclat par ces refus ou ces réticences à s'engager. Mais le mouvement ouvrier français ne doit pas se confondre avec des états-majors opportunistes et nous faisons appel à tous pour faire circuler les informations relatives à nos camarades emprisonnés à Barcelone et pour faire pression partour où ils le pourront, pour faire connaitre la vérité sur les militants de l'ex-MIL.

Même si l'on n'approuve pas la forme d'action choisie par Puig Antich et ses camarades, ne pas réagir et laisser s'accomplir un nouveau crime du fascisme serait se rendre complice de l'état franquiste.

Une mobilisation massive des forces de gauche peut comme il y a trois ans lors du procès de BURGOS empêcher un tel crime.

Organisation Révolutionnaire Anarchiste (ORA).
Front Libertaire.
Comité de Soutien aux emprisonnés de Barcelone.

TEL : 370 46 86

ABONNEMENTS :

annuel (24 n°) 40 fr
sous pli fermé 90 fr
de soutien 100 fr

abonnements de diffusion :

5 EXEMPLAIRES par 15 jours durant 24 n° 160 fr
10 EX/15 jrs (24 n°) 310 fr

abonnements étranger

voie normale 50 fr

pour contact avec FRONT **libertaire**

PERMANENCE tous les jours 14h à 19h
33 rue des vignoles 75020 paris

écrire :
région NORD
(même adresse)
région SUD
GERMINAL : 19 rue des Suisses
13200. ARLES

imprimé par édit.71
S.A.R.L au capital de 2000 frs
Siège : 9 rue Auguste Métivier
75020

Directeur de la publication :
Beaugrand Dépôt légal 37126
com.par.presse 51613

c.c.p.

FRONT LIBERTAIRE

33.907.40.

LA SOURCE